

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTERE GENERAL

---

#### **INFORMATIONS SUR LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES OFFICES RECEPTEURS OFFICES DESIGNES (OU ELUS)**

##### **Organisation eurasienne des brevets**

Il a été institué une nouvelle organisation intergouvernementale, l'**Organisation eurasienne des brevets**, en vertu de la Convention sur le brevet eurasien qui a été faite à Moscou le 9 septembre 1994 et qui constitue un traité régional sur les brevets au sens de l'article 45.1) du PCT. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, tous les Etats contractants du PCT qui sont aussi parties à la Convention sur le brevet eurasien peuvent être désignés soit aux fins d'un brevet national ou d'un brevet eurasien, soit à la fois aux fins d'un brevet national et d'un brevet eurasien. Il n'est pas possible de désigner pour un brevet eurasien seulement certains des Etats contractants de la Convention sur le brevet eurasien puisqu'un brevet eurasien ne peut être délivré que pour tous les Etats contractants de la Convention. (Il est possible d'exclure un ou plusieurs Etats de la protection accordée par le brevet eurasien en ne payant pas, pour ces Etats, les taxes annuelles au moment où elles sont exigibles.)

Des informations de caractère général concernant l'**Organisation eurasienne des brevets**, ainsi que des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Office eurasien des brevets** en tant qu'office récepteur et office désigné (ou élu) sont reproduites aux annexes B2(EA), C(EA) et dans le résumé (EA) publiés dans le numéro spécial de la Gazette du PCT N° 01/1996 à la même date que le présent numéro.

#### **INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS OFFICES RECEPTEURS OFFICES DESIGNES (OU ELUS)**

##### **Azerbaïdjan, Ex-République yougoslave de Macédoine**

Des informations de caractère général concernant l'**Azerbaïdjan** et l'**Ex-République yougoslave de Macédoine** en tant qu'Etats contractants, ainsi que des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Office azerbaïdjanais des brevets** et de l'**Office pour la protection de la propriété industrielle de l'Ex-République yougoslave de Macédoine** en tant qu'offices récepteurs et offices désignés (ou élus) sont reproduites aux annexes B1(AZ), C(AZ), dans le résumé (AZ), aux annexes B1(MK), C(MK) et dans le résumé (MK) publiés dans le numéro spécial de la Gazette du PCT N° 01/1996 à la même date que le présent numéro.

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTERE GENERAL

---

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Bureau international

#### Corrigendum

Les montants équivalents en **dollars des Etats-Unis (USD)** de certaines taxes payables au **Bureau international** en qualité d'office récepteur qui ont été publiées dans la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(IB), page 194, étaient les montants applicables jusqu'au 31 décembre 1995 alors que de nouveaux montants sont entrés en vigueur à compter du 1er janvier 1996, selon la notification publiée dans la Gazette du PCT N° 49/1995, page 18810. Les montants corrects de la taxe de base, du supplément par feuille à compter de la 31e et de la taxe de désignation figurent ci-dessous :

Taxe de base :	USD	677
Supplément par feuille à compter de la 31e :	USD	13
Taxe de désignation :	USD	164

[Corrigendum de la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(IB), page 194]

#### BUREAU INTERNATIONAL

##### Jours chômés

Aux fins du calcul des délais selon la règle 80.5\* du PCT, le Bureau international **ne sera pas ouvert** les jours suivants pendant la période du 1er février 1996 au 1er février 1997 :

tous les samedis et dimanches et	le 5 septembre 1996
le 5 avril 1996	le 25 décembre 1996
le 8 avril 1996	le 26 décembre 1996
le 16 mai 1996	le 1er janvier 1997
le 27 mai 1996	le 2 janvier 1997

Il est important à noter que les jours susmentionnés concernent le **Bureau international exclusivement** et **non pas** les offices nationaux ni d'autres organisations intergouvernementales.

---

\* Règle 80.5 **Expiration un jour chômé**

“Si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe doit parvenir à un office national ou à une organisation intergouvernementale expire un jour où cet office ou cette organisation n'est pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles, ou bien un jour où le courrier ordinaire n'est pas délivré dans la localité où cet office ou cette organisation est situé, le délai prend fin le premier jour suivant auquel aucune de ces deux circonstances n'existe plus.”

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTERE GENERAL

---

#### INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS

##### **Albanie**

Extension des brevets européens – Corrigendum

Sur la base d'informations fournies par les autorités albanaises, la Gazette du PCT N° 01/1996 faisait état de la possibilité d'extension des brevets européens à l'Albanie (voir les annexes B1(AL) et B2(EP) et les résumés (AL) et (EP)). Le Bureau international vient d'être informé que l'accord qui permet l'extension des brevets européens à l'Albanie n'est pas encore entré en vigueur. Il n'est donc pas encore possible de demander l'extension des brevets européens à l'Albanie. La date d'entrée en vigueur de l'accord sera publiée dans la Gazette du PCT dès que le Bureau international en aura été informé.

##### **Finlande**

Le 29 décembre 1995, la **Finlande** a déposé son instrument d'adhésion à la Convention sur le brevet européen. La Finlande deviendra partie à la Convention sur le brevet européen le 1er mars 1996. Par conséquent, à compter du 1er mars 1996, il sera possible de désigner la Finlande aux fins d'un brevet européen dans les demandes internationales déposées selon le PCT.

**SECTION IV****NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL**

---

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****Finlande**

Conformément à la règle 57.2.a) du PCT, le montant de la taxe de traitement exprimé en **marks finlandais (FIM)**, payable à l'Office européen des brevets (OEB) en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international, a été établi, tel qu'il est précisé ci-dessous. Le nouveau montant est applicable à compter du 1<sup>er</sup> mars 1996.

Taxe de traitement : FIM 887

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe E(EP), page 250]

**Hongrie**

L'**Office hongrois des brevets** a notifié de nouveaux montants de taxes exprimés en **forints (HUF)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous :

Taxe de transmission :	HUF 10.000 plus HUF 500	par revendication à compter de la 11 <sup>e</sup>
Taxe nationale :		
– lorsque l'Office est un office désigné :	HUF 20.000 plus HUF 1.000	par revendication à compter de la 11 <sup>e</sup>
– lorsque l'Office est un office élu :	HUF 10.000 plus HUF 500	par revendication à compter de la 11 <sup>e</sup>

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(HU), page 192, et le résumé (HU), page 307]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### **ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

#### **Accord entre l'Office chinois des brevets et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle<sup>1</sup>**

##### **Modification de l'annexe A**

L'Office chinois des brevets a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)i) de l'accord une notification l'informant d'une modification apportée à l'annexe A de cet accord. L'annexe A modifiée a la teneur suivante :

##### **“ANNEXE A ÉTATS ET LANGUES**

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration

i) agit pour les Etats suivants :

Chine, Kenya, Libéria, Turquie, et

tout Etat que l'Administration précisera;

ii) précise les langues suivantes :

chinois, anglais.”

#### **INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS**

##### **Albanie**

Extension des brevets européens à l'Albanie

Suite à l'avis publié dans la Section IV de la Gazette du PCT N° 05/1996, page 1585, le Bureau international a reçu une notification l'informant que l'accord qui permet l'extension des brevets européens à l'Albanie est entrée en vigueur le 1er février 1996.

---

<sup>1</sup> Publié dans la Gazette du PCT N° 44/1995, page 16645.

**OFFICES RÉCEPTEURS****Turquie**

L'**Institut turc des brevets** a adressé au Bureau international une notification l'informant de modifications en ce qui concerne la liste des administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international qu'il a spécifiées pour les demandes internationales déposées auprès de lui en tant qu'office récepteur, comme indiqué ci-dessous :

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office chinois des brevets, Office russe des brevets ou Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office chinois des brevets, Office russe des brevets ou, pour les demandes internationales pour lesquelles l'Office européen des brevets a établi le rapport de recherche internationale, Office européen des brevets

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(TR), page 230]

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****Islande**

L'**Office islandais des brevets** a notifié de nouveaux montants de taxes exprimés en **couronnes islandaises (ISK)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous. Les nouveaux montants sont applicables à compter du 1er janvier 1996.

Taxe de transmission :	ISK 5.500
Taxe nationale :	
Taxe de base :	ISK 28.000
Taxe de revendication pour chaque revendication à compter de la 11e :	ISK 1.300
Taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction :	[pas de changement]
Taxes annuelles pour les trois premières années :	ISK 7.500

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(IS), page 196, et le résumé (IS), page 308]

## SECTION IV

## NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

## TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

## Allemagne

L'Office allemand des brevets a notifié un nouveau montant d'une taxe exprimé en **deutsche mark (DEM)**, tel qu'il est précisé ci-dessous :

Taxe pour le document de priorité  
(règle 17.1.b) du PCT) : DEM 35

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(DE), page 181]

## Organisation européenne des brevets

L'Office européen des brevets a établi des montants équivalents en **marks finlandais (FIM)** des taxes qui doivent lui être payées, comme indiqué dans le tableau révisé qui figure ci-dessous. Les montants équivalents sont applicables à compter du 1er mars 1996.

	DEM	GBP	FRF	CHF	NLG	SEK	BEF LUF	ITL	ATS	ESP	GRD	DKK	PTE	IEP	FIM
Taxe de transmission:	200	92	730	170	230	1 060	4 200	247 000	1 430	18 800	33 300	820	21 600	92	630
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT):	60	28	220	50	70	320	1 300	74 000	430	5 600	10 000	250	6 500	28	190
Taxe de recherche (pour une recherche internationale):	2 400	1 104	8 730	2 040	2 740	12 700	50 300	2 963 000	17 140	225 800	400 000	9 840	258 800	1 103	7 500
Taxe d'examen préliminaire:	3 000	1 380	10 910	2 550	3 430	15 870	62 900	3 704 000	21 430	—	—	12 300	323 500	1 379	9 380
Taxe de réserve:	2 000	920	7 270	1 700	2 290	10 580	41 900	2 469 000	14 290	188 100	333 300	8 200	215 600	920	6 250
Taxe pour la délivrance de copies (par page A4):	1.30	0.60	4.70	1.10	1.50	6.90	25	1 600	9.30	120	215	5.30	140	0.60	4
Taxe nationale:	600	276	2 180	510	690	3 170	12 600	741 000	4 290	56 400	100 000	2 460	64 700	276	1 880
Taxe de recherche (pour un brevet européen):	1 900	874	6 910	1 620	2 170	10 050	39 800	2 346 000	13 570	178 700	316 700	7 790	204 900	874	5 940
Taxe de désignation européenne:	350	161	1 270	300	400	1 850	7 300	432 000	2 500	32 900	58 300	1 430	37 700	161	1 090
Taxe de revendication:	80	37	290	70	90	420	1 700	99 000	570	7 500	13 300	330	8 600	37	250
Taxe d'examen:	2 800	1 288	10 180	2 380	3 200	14 810	58 700	3 457 000	20 000	263 400	466 700	11 480	301 900	1 287	8 750
Taxe de renouvellement pour la 3ème année:	750	345	2 730	640	860	3 970	15 700	926 000	5 360	70 600	125 000	3 070	80 900	345	2 340

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe D(EP), page 239 et annexe E(EP), page 250, et N° 17/1995, le tableau publié à la page 6767]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

#### ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE

Accord entre l'Office espagnol des brevets et des marques et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle<sup>1</sup>

#### Modification de l'annexe B

L'Office espagnol des brevets et des marques a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3) de l'accord, une notification l'informant de modifications apportées à l'annexe B de cet accord. Les nouveaux montants de taxes sont applicables à compter du 5 mars 1996. L'annexe B modifiée a la teneur suivante :

#### “ANNEXE B

#### TAXES ET DROITS POUR LA RECHERCHE INTERNATIONALE

##### Partie I : Barème des taxes et droits

Type de taxe ou de droit	Montant exprimé en pesetas
Taxe de recherche (règle 16.1.a)) .....	64.275
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)) .....	64.275
Taxe pour la délivrance de copies (règle 44.3.b))	
(documents nationaux) .....	500
(documents étrangers) .....	700
	par document

Partie II : [Pas de changement]”

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Espagne

Un nouveau montant de la taxe de recherche, exprimé en **pesetas (ESP)**, ainsi que des montants équivalents exprimés en **francs suisses (CHF)** et en **dollars des États-Unis (USD)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous, ont été établis en vertu de la règle 16.1.b) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'Office espagnol des brevets et des marques. Les nouveaux montants sont applicables à compter du 5 mars 1996.

Taxe de recherche (recherche internationale effectuée  
par l'Office espagnol des brevets et des marques) :      ESP 64.275      CHF 613      USD 526

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe D(ES), page 241]

1 Publié dans la Gazette du PCT N° 44/1995, page 16658.



## LE TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS (PCT) EN 1995

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), à Genève, communique les principaux faits survenus en 1995 en liaison avec le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et les résultats des opérations effectuées au titre de ce traité au cours de l'année considérée.

— \* —

1. Depuis 1978, le PCT offre aux inventeurs et aux industriels une voie avantageuse pour l'obtention d'une protection par brevet à l'échelon international. En effet, en déposant une seule demande "internationale" en vertu du PCT, il est possible d'obtenir simultanément la protection d'une invention dans un grand nombre de pays.
2. L'utilisation de la voie du PCT dans le monde a continué à augmenter fortement au cours de l'année 1995. L'an dernier, en effet, le Bureau international de l'OMPI a reçu 38 906 demandes internationales provenant du monde entier, ce qui représente un accroissement de 14,1% par rapport à 1994. Ces 38 906 demandes internationales ont eu les effets de 916 273 demandes nationales et de 68 206 demandes régionales—ces dernières équivalant à 890 943 demandes de protection par brevet dans des États membres de systèmes de brevets régionaux—, soit l'effet total de 1 807 216 demandes nationales.
3. Au cours de l'année 1995, l'Albanie, l'Azerbaïdjan, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Lesotho, le Mexique, l'Ouganda, Singapour et le Turkménistan (9 États) sont devenus des États contractants du PCT.

Le *Mexique* est devenu lié par le PCT le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

L'*Ouganda* est devenu lié par le PCT le 9 février 1995.

*Singapour* est devenu lié par le PCT le 23 février 1995.

Le *Turkménistan* est devenu lié par le PCT en déposant, le 1<sup>er</sup> mars 1995, une déclaration de continuation de l'application de ce traité avec effet à compter du 25 décembre 1991, en qualité d'État successeur de l'ex-Union soviétique.

L'*Islande* est devenue liée par le PCT le 23 mars 1995.

L'*ex-République yougoslave de Macédoine* est devenue liée par le PCT le 10 août 1995.

L'*Albanie* est devenue liée par le PCT le 4 octobre 1995.

Le *Lesotho* est devenu lié par le PCT le 21 octobre 1995.

L'*Azerbaïdjan* est devenu lié par le PCT le 25 décembre 1995.

4. A la date du 31 décembre 1995, les 82 États contractants du PCT étaient les suivants :

Albanie	Ex-République	Luxembourg	Roumanie
Allemagne	yougoslave de	Madagascar	Royaume-Uni
Arménie	Macédoine	Malawi	Sénégal
Australie	Fédération de Russie	Mali	Singapore
Autriche	Finlande	Mauritanie	Slovaquie
Azerbaïdjan	France	Mexique	Slovénie
Barbade	Gabon	Monaco	Soudan
Bélarus	Géorgie	Mongolie	Sri Lanka
Belgique	Grèce	Niger	Suède
Bénin	Guinée	Norvège	Swaziland
Brésil	Hongrie	Nouvelle-Zélande	Suisse
Bulgarie	Irlande	Ouganda	Tadjikistan
Burkina Faso	Islande	Ouzbékistan	Tchad
Cameroun	Italie	Pays-Bas	Togo
Canada	Japon	Pologne	Trinité-et-
Chine	Kazakstan	Portugal	Tobago
Congo	Kenya	République	Turkménistan
Côte d'Ivoire	Kirghizistan	centrafricaine	Ukraine
Danemark	Lesotho	République de Corée	Viet Nam
Espagne	Lettonie	République de Moldova	
Estonie	Libéria	République populaire	
Etats-Unis	Liechtenstein	démocratique de Corée	
d'Amérique	Lituanie	République tchèque	

5. Un instrument d'adhésion au PCT a été déposé le 1<sup>er</sup> octobre 1995 par la *Turquie*, qui est devenue liée par le PCT le 1<sup>er</sup> janvier 1996 en tant que 83<sup>e</sup> État contractant.

6. La Convention sur le brevet eurasien (CBEA), un nouveau traité de brevet régional au sens de l'article 45.1) du PCT, est entrée en vigueur le 12 août 1995. Pour qu'un État puisse devenir partie à cette convention, il doit aussi être un État contractant du PCT. À la fin de 1995, les États contractants du PCT qui étaient également liés par la convention étaient les suivants : Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakstan, Tadjikistan et Turkménistan. Les États contractants du PCT suivants sont devenus, ou deviendront, liés par la CBEA au cours des mois de janvier et février 1996 : Arménie, Kirghizistan et République de Moldova. L'Office eurasien des brevets (OEAB), situé à Moscou et établi selon la CBEA, a commencé de fonctionner le 1<sup>er</sup> janvier 1996, y compris pour ce qui concerne la réception de demandes de brevet eurasien. Depuis cette date, les ressortissants des États parties à la CBEA, et les personnes domiciliées dans ces États, ont le droit de déposer des demandes internationales auprès de l'OEAB en qualité d'office récepteur selon le PCT. De plus, dans les demandes internationales déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, il est possible d'inclure une désignation pour un brevet eurasien ayant effet dans les États parties à la CBEA. Les États contractants du PCT qui sont aussi parties à la CBEA peuvent être désignés en vue de l'obtention soit d'un brevet national soit d'un brevet eurasien, soit des deux à la fois. (Il n'est cependant pas possible de désigner seulement certains des États contractants de la CBEA en vue d'un brevet eurasien puisque ce dernier ne peut être délivré que pour l'ensemble des États contractants de cette convention.)

7. Avec effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995, il n'est plus possible, suite à la fermeture de la "voie nationale", de désigner les Pays-Bas en vue de l'obtention d'un brevet national. Par conséquent, dans toute demande internationale déposée à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995, les Pays-Bas ne peuvent être désignés qu'en vue de l'obtention d'un brevet européen.

8. Le 1<sup>er</sup> septembre 1995, le Liechtenstein et la Suisse sont devenus liés par le chapitre II du PCT, suite au retrait des réserves qu'ils avaient faites selon l'article 64.1)a) du PCT. Par conséquent, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1995, les ressortissants du Liechtenstein et de la Suisse, et les personnes domiciliées dans ces États, ont le droit de présenter des demandes d'examen préliminaire international de leurs demandes internationales et le Liechtenstein et la Suisse peuvent être élus dans des demandes d'examen préliminaire international.

9. En octobre 1995, l'Assemblée de l'Union du PCT a adopté, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, une proposition visant à réduire de 75% de la taxe de base, de la taxe de désignation, de la taxe de confirmation et de la taxe de traitement pour les demandes internationales déposées par certains déposants. Elle a également adopté, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, une proposition visant à porter de 10 à 11 le nombre maximum de taxes de désignation exigibles (voir le paragraphe 29 pour de plus amples détails).

10. **Résumé de la procédure selon le PCT.** Selon le système instauré par le PCT, le déposant a la possibilité, par le dépôt d'une seule demande internationale auprès d'un seul office, d'obtenir l'effet de dépôts nationaux réguliers dans plusieurs ou la totalité des États contractants du traité sans devoir initialement remettre une traduction de la demande ni payer les taxes nationales. La procédure de délivrance nationale et le paiement des frais élevés y afférents sont différés de 18 mois au maximum dans la majorité des cas, voire plus dans le cas de certains offices.

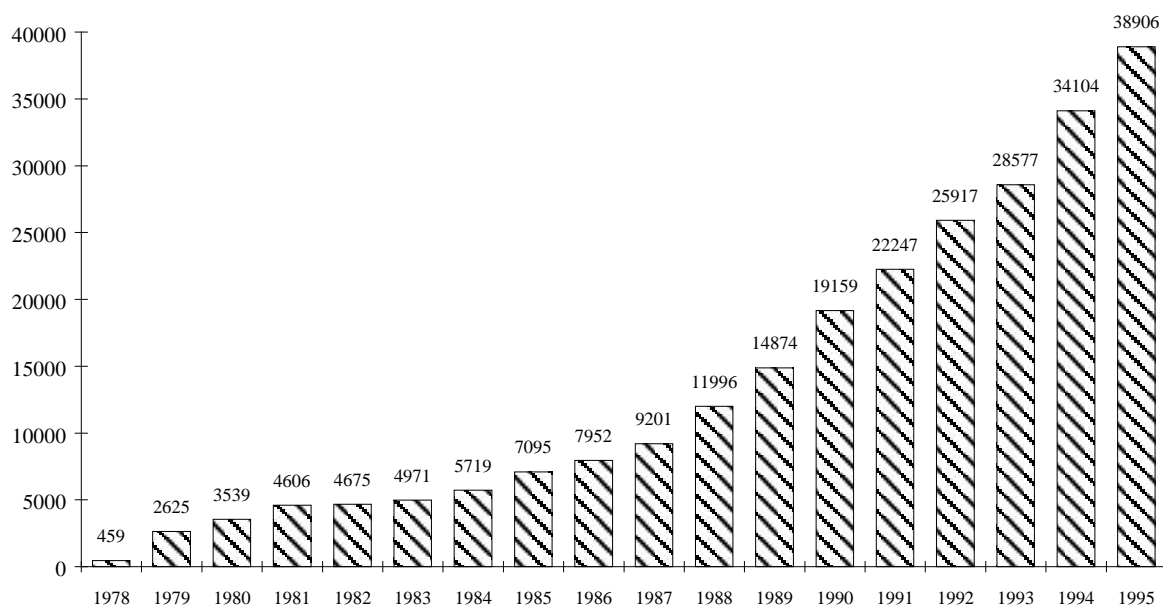
11. Au cours de cette période, chaque demande internationale est soumise à une recherche internationale qui est effectuée par l'un des plus importants offices de brevets du monde, agissant en qualité d'administration chargée de la recherche internationale selon le PCT, lequel établit un rapport de recherche internationale indiquant l'état de la technique pertinent. Le déposant reçoit ce rapport environ 16 mois après la date de priorité. La demande internationale est publiée par le Bureau international 18 mois après la date de priorité et est ensuite transmise aux offices désignés et au déposant.

12. Si le déposant le demande, comme c'est le plus souvent le cas (voir le paragraphe 22), la demande internationale fait aussi l'objet d'un examen préliminaire international selon le chapitre II du PCT, qui est effectué par l'un des offices agissant en qualité d'administrations chargées de l'examen préliminaire international selon le PCT. Cet examen aboutit à l'établissement d'un rapport sur la question de savoir si l'invention revendiquée satisfait aux critères de nouveauté, d'activité inventive et de possibilité d'application industrielle. Le déposant reçoit ce rapport environ 28 mois après la date de priorité.

13. Le déposant, lorsqu'il est en possession du rapport de recherche internationale et, s'il a demandé l'examen préliminaire international, du rapport correspondant, se trouve dans une situation beaucoup plus favorable pour déterminer s'il convient d'entamer la procédure de délivrance nationale auprès des différents offices de brevets désignés. C'est seulement si le déposant, au vu de ces rapports, est convaincu qu'il a intérêt à obtenir une protection par brevet dans différents pays qu'il décidera, en principe, d'engager les frais afférents aux taxes nationales, à l'établissement des traductions et aux honoraires des mandataires étrangers. Il n'a à engager ces frais que huit ou 18 mois plus tard que ce ne serait le cas selon le système traditionnel (ne faisant pas appel au PCT), suivant que seul un rapport de recherche internationale est établi ou qu'un rapport d'examen préliminaire international l'est aussi. A ce moment-là, le déposant sera également beaucoup plus à même de se prononcer sur la nécessité d'une protection par brevet, car il aura une meilleure connaissance des perspectives offertes par l'invention sur les plans technique et économique.

14. **Statistiques.** Comme il a déjà été indiqué, le nombre de demandes internationales reçues par le Bureau international en 1995 s'élève à 38 906 (il était de 34 104 en 1994). Depuis le début du fonctionnement du PCT, les chiffres annuels correspondants s'établissent comme suit :

### Nombre de demandes internationales reçues depuis 1978



15. Le tableau qui suit donne la répartition par pays d'origine des demandes internationales reçues par le Bureau international<sup>1</sup> en 1995, avec les pourcentages correspondants, et rappelle à titre de comparaison les chiffres de 1994.

<i>Pays d'origine</i> <sup>2</sup>	<i>Nombre de demandes</i>		<i>Pourcentage</i>	
	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>
US États-Unis d'Amérique	16 588	(14 798)	42,64	(43,39)
DE Allemagne	5 054	(4 294)	12,99	(12,59)
GB Royaume-Uni <sup>3</sup>	3 425	(3 212)	8,80	(9,42)
JP Japon	2 700	(2 290)	6,94	(6,71)
FR France	1 808	(1 631)	4,65	(4,78)
SE Suède	1 572	(1 250)	4,04	(3,67)
NL Pays-Bas	1 297	(780)	3,33	(2,29)
AU Australie	877	(803)	2,25	(2,35)
CA Canada	786	(748)	2,02	(2,19)
CH Suisse <sup>4</sup>	786	(640)	2,02	(1,88)
FI Finlande	718	(592)	1,85	(1,74)
IT Italie	570	(518)	1,47	(1,52)
DK Danemark	554	(523)	1,42	(1,53)
AT Autriche	332	(258)	0,85	(0,76)
RU Fédération de Russie	288	(343)	0,74	(1,01)
NO Norvège	246	(216)	0,63	(0,63)

[suite sur la page suivante]

1 Chiffres calculés à partir du nombre de copies de demandes internationales envoyées, en vertu de l'article 12 du PCT, au Bureau international par les offices récepteurs selon le PCT (y compris par le Bureau international lui-même en tant qu'office récepteur).

2 Parmi les demandes internationales reçues par le Bureau international, 4 953 (soit 12,7%) ont été déposées auprès de l'Office européen des brevets (OEB) et 1 143 (soit 2,9%) auprès du Bureau international, tous deux agissant en qualité d'offices récepteurs; ces demandes sont comptabilisées dans les chiffres relatifs au pays d'origine du déposant.

3 Y compris les demandes pour Hong Kong et l'Île de Man puisque l'office national du Royaume-Uni est aussi l'office récepteur pour les personnes domiciliées à Hong Kong et dans l'Île de Man.

4 Y compris les demandes pour le Liechtenstein puisque l'office national suisse est aussi l'office récepteur pour les personnes domiciliées au Liechtenstein et les nationaux de cet État.

*[demandes internationales reçues par le Bureau international en 1995, suite]*

<i>Pays d'origine</i> <sup>5</sup>	<i>Nombre de demandes</i>		<i>Pourcentage</i>	
	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>
BE Belgique	232	(205)	0,60	(0,60)
KR République de Corée	192	(190)	0,49	(0,56)
ES Espagne	170	(142)	0,44	(0,42)
NZ Nouvelle-Zélande	140	(147)	0,36	(0,43)
CN Chine	106	(98)	0,27	(0,29)
IE Irlande	76	(76)	0,20	(0,22)
HU Hongrie	68	(75)	0,17	(0,22)
BR Brésil	66	(48)	0,17	(0,14)
SI Slovénie	32	(20)	0,08	(0,06)
LU Luxembourg	31	(42)	0,08	(0,12)
CZ République tchèque	28	(27)	0,07	(0,08)
GR Grèce	25	(28)	0,06	(0,08)
PL Pologne	22	(23)	0,06	(0,07)
SG Singapour	21	(–)	0,05	(–)
RO Roumanie	16	(9)	0,04	(0,03)
BG Bulgarie	12	(13)	0,03	(0,04)
BY Bélarus	11	(5)	0,03	(0,01)
UA Ukraine	10	(27)	0,03	(0,08)
SK Slovaquie	10	(5)	0,03	(0,01)
MX Mexique	10	(–)	0,03	(–)
PT Portugal	6	(13)	0,02	(0,04)
IS Islande	3	(–)	0,01	(–)
MC Monaco	3	(3)	0,01	(0,01)
KE Kenya	2	(0)	0,01	(0,00)
LR Libéria	2	(0)	0,01	(0)
MD République de Moldova	2	(0)	0,01	(0)
MW Malawi	2	(0)	0,01	(0)
OA États membres de l'OAPI	2	(0)	0,01	(0,00)
BB Barbade	1	(3)	<0,01	(0,01)
GE Géorgie	1	(1)	<0,01	(<0,01)
KZ Kazakstan	1	(1)	<0,01	(<0,01)
LK Sri Lanka	1	(4)	<0,01	(0,01)
UZ Ouzbékistan	1	(0)	<0,01	(0)
AM Arménie	0	(1)	0,00	(<0,01)
LT Lituanie	0	(1)	0,00	(<0,01)
TT Trinité-et-Tobago	0	(1)	0,00	(<0,01)
<b>TOTAL</b>	<b>38 906</b>	<b>(34 104)</b>	<b>100,00</b>	<b>(100,00)</b>

16. En 1995, le nombre moyen de désignations faites par demande internationale a été de 25,3 (19,5 en 1994). Ce chiffre est beaucoup plus élevé que le nombre des États dans lesquels les déposants voudront en fin de compte obtenir une protection par brevet; en effet, pour 46,1% (41,4% en 1994) de toutes les demandes internationales reçues par le Bureau international, les déposants ont opté pour le paiement du maximum de 10 taxes de désignation, ce qui leur permet de désigner un nombre illimité d'États contractants du PCT (et fréquemment ils les désignent tous) afin d'étendre les effets de la demande internationale à tous les États qui peuvent présenter un intérêt pour eux et de garder ainsi la possibilité de ne décider qu'à un stade plus avancé dans lesquels de ces États ils souhaitent poursuivre les procédures. (À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, le nombre maximum de taxes de désignation exigibles est de 11; voir le paragraphe 29.) Les 25,3 désignations ont eu en moyenne, par demande internationale, l'effet de demandes nationales ou régionales dans 46,5 États contractants (contre 38,7 en 1994).

<sup>5</sup> Parmi les demandes internationales reçues par le Bureau international, 4 953 (soit 12,7%) ont été déposées auprès de l'Office européen des brevets (OEB) et 1 143 (soit 2,9%) auprès du Bureau international, tous les deux agissant en qualité d'offices récepteurs; ces demandes sont comptabilisées dans les chiffres relatifs au pays d'origine du déposant.

La différence entre le nombre des désignations et leur effet de demandes nationales ou régionales tient au fait que chaque désignation en vue de l'obtention d'un brevet régional (européen, ARIPO ou OAPI) couvre plusieurs États. En 1995, un brevet européen a été demandé dans 37 588 demandes internationales, soit 96,6% des cas (contre 32 823 demandes internationales en 1994, soit 96,2% des cas).

17. En 1995 le Bureau international de l'OMPI agissant en qualité d'office récepteur a reçu en provenance de 32 pays 1 151 demandes internationales (447 en 1994), dont 164 qui ont bénéficié de la procédure de transmission par les offices récepteurs "non compétents" au Bureau international agissant en qualité d'office récepteur, procédure qui permet aux déposants de conserver comme date de dépôt international la date de réception par l'office récepteur non compétent.

18. Une copie de chaque demande internationale est envoyée à l'administration compétente chargée de la recherche internationale afin qu'elle procède à cette recherche. Lorsque plusieurs administrations chargées de la recherche internationale sont compétentes, le déposant choisit celle qu'il préfère. Le nombre des demandes internationales envoyées en 1995 aux différentes administrations en question s'établit comme suit :

<i>Administration chargée de la recherche internationale</i>	<i>Nombre de demandes</i>		<i>Pourcentage</i>	
	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>
Office européen de brevets	21,541	(18,718)	55.4	(54.9)
Etats-Unis d'Amérique	9,628	(8,976)	24.7	(26.3)
Suède	3,490	(2,578)	8.9	(7.6)
Japon	2,522	(2,156)	6.5	(6.3)
Australie	1,011	(939)	2.6	(2.7)
Fédération de Russie	302	(373)	0.8	(1.1)
Autriche	244	(266)	0.6	(0.8)
Chine	108	(98)	0.3	(0.3)
Espagne <sup>6</sup>	60	(-)	0.2	(-)
<b>TOTAL</b>	<b>38,906</b>	<b>(34,104)</b>	<b>100.0</b>	<b>(100.0)</b>

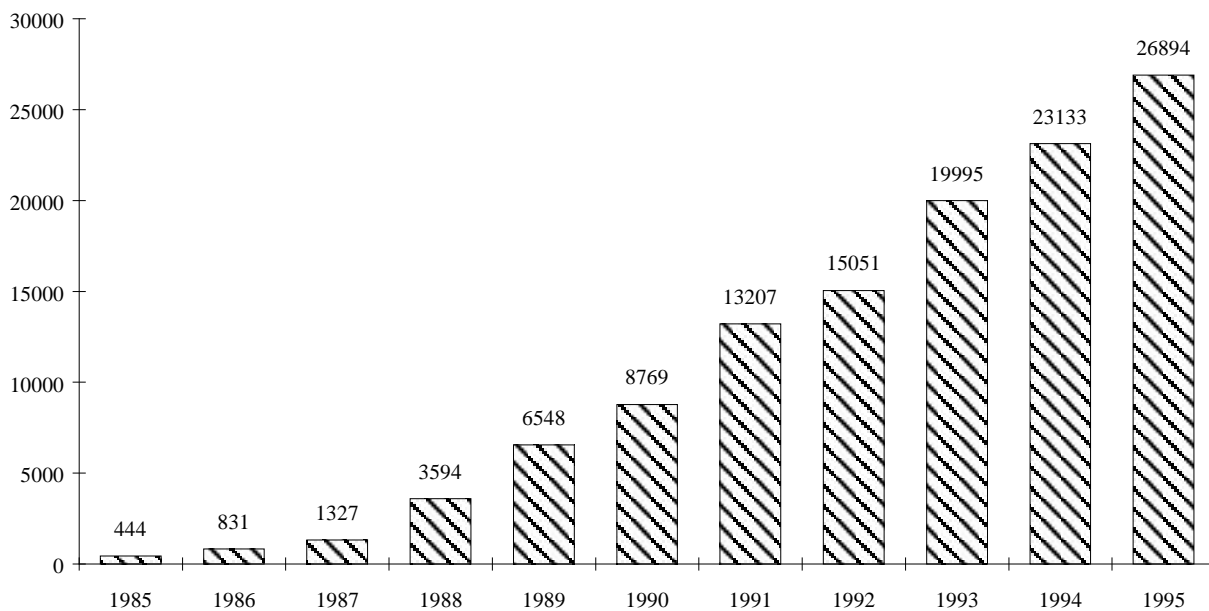
19. Les demandes internationales pour lesquelles le Bureau international a reçu en 1995 l'exemplaire original ont été déposées dans les langues suivantes :

<i>Langue de dépôt</i>	<i>Nombre de demandes</i>		<i>Pourcentage</i>	
	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>
Anglais	26 519	(23 340)	68,1	(68,4)
Allemand	5 733	(4 848)	14,7	(14,2)
Japonais	2 526	(2 160)	6,5	(6,3)
Français	1 895	(1 768)	4,9	(5,2)
Suédois	744	(620)	1,9	(1,8)
Finnois	387	(319)	1,0	(1,0)
Russe	302	(366)	0,8	(1,1)
Néerlandais	225	(170)	0,6	(0,5)
Danois	175	(174)	0,4	(0,5)
Espagnol	160	(135)	0,4	(0,4)
Norvégien	143	(110)	0,4	(0,3)
Chinois	97	(94)	0,3	(0,3)
<b>TOTAL</b>	<b>38 906</b>	<b>(34 104)</b>	<b>100,0</b>	<b>(100,0)</b>

20. En 1995, le nombre de demandes d'examen préliminaire international reçues par le Bureau international des administrations chargées de cet examen s'est élevé à 26 894, ce qui représente une augmentation de 16,3% par rapport à 1994. Les chiffres correspondants, pour chaque année civile depuis 1985, s'établissent comme suit :

<sup>6</sup> Le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'Office espagnol des brevets et des marques a commencé d'agir en qualité d'administration chargée de la recherche internationale.

### Nombre de demandes d'examen préliminaire international présentées dans le monde



21. Ces demandes d'examen préliminaire international ont été reçues par le Bureau international des offices indiqués ci-après qui agissent en qualité d'administrations chargées de l'examen préliminaire international :

<i>Administration chargée de l'examen préliminaire international</i>	<i>Nombre de demandes</i>		<i>Pourcentage</i>	
	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>
Office européen des brevets	14 428	(12 261)	53,7	(53,0)
États-Unis d'Amérique	8 178	(7 578)	30,4	(32,8)
Suède	1 969	(1 575)	7,3	(6,8)
Japon	1 110	(730)	4,1	(3,1)
Australie	864	(732)	3,2	(3,2)
Autriche	138	(116)	0,5	(0,5)
Fédération de Russie	127	(109)	0,5	(0,5)
Chine	80	(30)	0,3	(0,1)
Royaume-Uni <sup>7</sup>	(-)	(2)	(-)	(<0,1)
<b>TOTAL</b>	<b>26 894</b>	<b>(23 133)</b>	<b>100,0</b>	<b>(100,0)</b>

22. Les demandes d'examen préliminaire international reçues en 1995 concernent essentiellement des demandes internationales déposées en 1994. Les déposants sont de plus en plus nombreux à tirer parti des avantages offerts par la procédure prévue au chapitre II du PCT (70 à 80% d'entre eux le font).

23. **Publications du PCT.** La publication de la *Gazette du PCT* en deux éditions distinctes (française et anglaise) s'est poursuivie à compter du 5 janvier 1995 sur une base hebdomadaire (et non plus toutes les deux semaines). En plus de nombreuses informations de caractère général concernant les nouveaux États contractants et les exigences des divers offices et administrations internationales, la *Gazette du PCT* a comporté des rubriques relatives aux 35 638 demandes internationales (30 003 en 1994) qui ont été publiées en 1995 sous la forme de brochures du PCT (en français, en allemand, en anglais, en chinois, en espagnol, en japonais ou en russe, selon la langue de dépôt) le même jour que les numéros correspondants de la gazette. En janvier et juillet 1995, deux numéros spéciaux de la *Gazette du PCT*, contenant une récapitulation des informations de caractère général concernant les États contractants, les offices nationaux et régionaux et les administrations internationales

<sup>7</sup> L'Office des brevets du Royaume-Uni a cessé d'être une administration chargée de l'examen préliminaire international pour les demandes d'examen préliminaire international présentées à partir du 1<sup>er</sup> juin 1993.

(n° 01/1995 et n° 28/1995), ont été publiés. En octobre 1995, un numéro spécial de la gazette, contenant une récapitulation des textes des accords entre l'OMPI et les administrations chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le PCT, a été publié.

24. Le nombre de demandes internationales publiées en 1995 sous forme de brochures dans les langues précitées s'établit comme suit :

<i>Langue de publication</i>	<i>Nombre de demandes</i>		<i>Pourcentage</i>	
	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>	<b>1995</b>	<b>(1994)</b>
Anglais	26 004	(21 959)	73,0	(73,2)
Allemand	5 082	(4 281)	14,3	(14,3)
Japonais	2 267	(1 884)	6,4	(6,3)
Français	1 799	(1 520)	5,0	(5,0)
Russe	273	(240)	0,7	(0,8)
Espagnol	129	(91)	0,4	(0,3)
Chinois	84	(28)	0,2	(0,1)
<b>TOTAL</b>	<b>35 638</b>	<b>(30 003)</b>	<b>100,0</b>	<b>(100,0)</b>

25. Le *Guide du déposant du PCT*, contenant des informations sur le dépôt des demandes internationales et la procédure pendant la phase internationale ainsi que des informations sur la phase nationale et la procédure auprès des offices désignés (ou élus), a été mis à jour en 1995 suite aux nombreux changements concernant le PCT qui sont intervenus au cours de l'année.

26. Douze numéros du bulletin *PCT Newsletter* ont été diffusés en 1995. Cette publication mensuelle (en anglais seulement) contient, à l'intention des utilisateurs du PCT, des informations récentes sur les éléments essentiels figurant dans la section IV de la *Gazette du PCT* et il complète le *Guide du déposant du PCT* par des conseils pratiques aux déposants et aux mandataires, une liste des séminaires à venir du PCT, des tableaux récapitulatifs des taxes du PCT en diverses devises ainsi que d'autres informations d'intérêt général. Ce bulletin comprend aussi des feuilles provisoires détachables qu'il est possible d'insérer aisément dans le *Guide du déposant du PCT* pour tenir compte de certains changements importants avant la diffusion des mises à jour semestrielles.

27. En 1995, le Bureau international a poursuivi, en coopération avec l'Office européen des brevets, la production de disques compacts ROM "*ESPACE WORLD*" contenant chacun le texte complet et les dessins d'environ 500 demandes internationales publiées de même que les données bibliographiques correspondantes sous une forme codée se prêtant à la recherche. Toutes les demandes internationales publiées depuis 1978 sont disponibles sur disque compact ROM (au total, 426 disques).

28. **Réunions.** Le Comité de coopération technique du PCT (PCT/CTC) a tenu sa dix-huitième session, à Genève, du 15 au 19 mai 1995, et a étudié le projet de révision de la liste des périodiques de la documentation minimale du PCT selon la règle 34.1.b)iii) du PCT. Les administrations chargées de la recherche internationale qui étaient représentées à la session ont approuvé la liste révisée, qui comporte 135 périodiques et publications techniques devant être utilisés aux fins de la recherche et de l'examen ainsi que, désormais, leurs titres abrégés conformément au registre du Système international de données sur les publications en série (ISDS). Le comité PCT/CTC a convenu que la liste révisée qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996 serait publiée dans la *Gazette du PCT* et dans le *Manuel sur l'information et la documentation en matière de propriété industrielle*.

29. L'Assemblée de l'Union du PCT a tenu sa vingt-troisième session (dixième session ordinaire) du 25 septembre au 3 octobre 1995. Elle a décidé, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1996, de réduire de 75% la taxe de base, la taxe de désignation, la taxe de confirmation et la taxe de traitement pour les demandes internationales dont le déposant est une personne physique qui est ressortissante d'un État, et est domiciliée dans un État, où le revenu national par habitant (déterminé d'après le revenu national moyen par habitant retenu par l'Organisation des Nations Unies pour arrêter son barème des contributions au titre des années 1995, 1996 et 1997) est inférieur à 3000 dollars des États-Unis<sup>8</sup>. S'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit satisfaire à ces critères. La

8 Les personnes physiques qui sont ressortissantes des États contractants du PCT suivants et qui sont domiciliées dans ces États, peuvent bénéficier de cette réduction : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso,



réduction des taxes sera applicable même si tous les déposants ne viennent pas d'États contractants du PCT, à condition que chacun d'eux réponde aux critères mentionnés ci-dessus et qu'au moins l'un d'entre eux soit ressortissant d'un État contractant du PCT, ou domicilié dans un tel État, et ait ainsi le droit de déposer une demande internationale. L'Assemblée a également décidé de ne pas augmenter les taxes de façon générale mais d'augmenter de 10 à 11 le nombre maximum de taxes de désignation exigibles avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1996. (On notera que le nombre des États contractants du PCT est passé de 35—lorsque le plafond de 10 taxes de désignation exigibles a été introduit en 1984—à plus de 80.)

30. En 1995, des fonctionnaires du Bureau international ont pris part à un grand nombre de réunions et de séminaires qui ont porté sur l'étude de l'utilisation et des avantages du PCT qui se sont tenus dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Chili, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Ethiopie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Guyana, Inde, Japon, Jordanie, Kirghizistan, Koweït, Laos, Luxembourg, Mongolie, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, République de Moldova, Royaume-Uni, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Ukraine, Uruguay et Vénézuela. Parmi ces manifestations, 59 séminaires et présentations ont été suivis par plus de 4 600 utilisateurs, et utilisateurs potentiels, du système du PCT.

31. **Commande de publications du PCT.** Les publications du PCT sont en vente à l'OMPI (Groupe de la vente et de la diffusion des publications), case postale 18, CH-1211 Genève 20 (Suisse), télécopieur n° (41 22) 740 18 12 ou (41 22) 733 54 28. Il convient de citer notamment :

- le *Guide du déposant du PCT*, publication sur feuilles mobiles de cinq classeurs et de plus de 1000 pages (disponible en français et en anglais auprès de l'OMPI; également disponible en allemand et en japonais auprès d'autres sources—s'adresser à l'OMPI pour de plus amples renseignements);
- les brochures du PCT, contenant les demandes internationales publiées (en diverses langues— voir le paragraphe 23—mais comprenant toujours aussi le titre et l'abrégé en anglais);
- la *Gazette du PCT* (disponible en français et en anglais);
- le bulletin *PCT Newsletter* (disponible en anglais);
- la brochure contenant le texte du traité et de son règlement d'exécution (disponible en français, en allemand, en anglais, en arabe, en espagnol, en italien, en portugais et en russe);
- les numéros spéciaux de la *Gazette du PCT* (voir le paragraphe 23) (disponibles en français et en anglais).

32. Un dépliant intitulé *Données essentielles concernant le Traité de coopération en matière de brevets (PCT)* (disponible en français, en allemand, en anglais, en espagnol et en portugais) peut être obtenu gratuitement.

33. Les disques compacts ROM "*ESPACE-WORLD*" contenant les demandes internationales publiées peuvent être commandés auprès de l'Office européen des brevets, Schottenfeldgasse 29, Postfach 82, A-1072 Vienne (Autriche). Toutefois les disques contenant les demandes internationales publiées entre 1978 et 1989 peuvent être obtenus uniquement auprès de l'OMPI, à l'adresse indiquée au paragraphe 31.

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### ÉTATS CONTRACTANTS

##### États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

##### Israël

Le 1er mars 1996, **Israël** a déposé son instrument de ratification du PCT. Israël deviendra le 84e État contractant du PCT le 1er juin 1996.

En conséquence, Israël pourra être désigné (code pour le pays : IL) dans toute demande internationale déposée le 1er juin 1996 ou ultérieurement et, étant lié par le chapitre II du PCT, pourra aussi être élu. En outre, à partir du 1er juin 1996, les nationaux d'Israël et les personnes qui y sont domiciliées pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe A, page 5]

#### STATISTIQUES CONCERNANT LES EXEMPLAIRES ORIGINAUX REÇUS PAR LE BUREAU INTERNATIONAL EN 1995

##### Note explicative concernant les statistiques

Certains codes sont utilisés dans les tableaux de statistiques pour permettre d'identifier les offices récepteurs et les États désignés. Conformément à l'instruction administrative 115, ces codes sont extraits de la norme ST.3 de l'OMPI\*. Les codes et les noms des États correspondants figurent à la page 4548 de la présente Gazette.

Dans le cas des offices récepteurs, les codes indiquent l'État contractant du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) pour lequel l'office récepteur agit, sauf dans le cas de l'Office de l'ARIPO et de l'Office européen des brevets qui agissent en qualité d'offices récepteurs pour les États contractants du PCT qui sont parties au Protocole de Harare ou à la Convention sur le brevet européen, respectivement (ainsi que les offices nationaux de propriété industrielle), et dans le cas du Bureau international lorsqu'il agit en qualité d'office récepteur pour les déposants de tous les États contractants du PCT en vertu de la règle 19.1.a)iii) du PCT. Dans le tableau relatif aux désignations d'États, les chiffres indiqués se rapportent aux indications des désignations contenues dans les exemplaires originaux reçus par le Bureau international. Le code de chaque État désigné est accompagné de l'abréviation "NAT", "AP" et/ou "EP". Ces abréviations signifient que les chiffres indiqués pour l'État désigné considéré se rapportent aux brevets nationaux ("NAT") et/ou aux brevets de l'ARIPO ("AP") et/ou aux brevets européens ("EP"). Le code "OA" se réfère à toutes les désignations faites en ce qui concerne les États membres de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI).

---

\* Publiée dans le *Manuel de l'OMPI sur l'information et la documentation en matière de propriété industrielle*.

DESIGNATIONS DES ETATS PAR OFFICE RECEPTEUR  
(du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1995)

## OFFICES RECEPTEURS

	AP	AT	AU	BE	BG	BR	BY	CA	CH	CN	CZ	DE	DK	ES	FI	FR
AL NAT	0	13	148	7	0	0	0	56	9	0	1	31	56	3	78	37
AM NAT	2	108	701	67	2	19	2	506	101	81	6	238	438	50	427	432
AT EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1774	512	147	701	1592
AT NAT	2	97	702	56	2	21	2	496	108	81	7	166	398	53	425	219
AU NAT	2	161	841	86	4	26	3	618	175	89	9	483	456	96	558	778
AZ NAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BB NAT	2	109	703	76	1	19	2	516	117	80	5	249	409	50	423	435
BE EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1774	512	147	701	1595
BG NAT	2	120	705	73	2	19	2	523	125	82	9	286	441	63	441	478
BR NAT	2	145	717	85	3	20	3	568	160	88	9	432	444	100	469	690
BY NAT	2	118	702	72	3	19	2	517	116	81	8	279	438	54	445	464
CA NAT	2	174	813	100	5	46	7	606	210	96	17	673	468	127	569	1132
CH EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1774	512	147	701	1594
CH NAT	2	105	701	56	3	19	2	494	107	65	5	166	393	56	425	217
CN NAT	2	149	744	86	9	43	3	586	191	55	13	715	452	95	547	778
CZ NAT	2	158	708	80	5	28	3	553	156	82	2	497	445	72	465	552
DE EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1774	512	147	701	1595
DE NAT	2	116	714	57	5	20	6	521	121	86	9	199	408	60	516	237
DK EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1772	512	147	701	1594
DK NAT	2	104	702	53	2	19	2	489	106	81	5	163	398	53	438	219
ES EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1772	512	147	701	1595
ES NAT	2	104	703	55	2	19	2	497	110	81	8	161	400	41	433	221
EE NAT	2	100	697	69	2	13	3	497	100	65	6	226	428	49	460	401
FI NAT	2	145	709	76	5	22	3	557	157	84	10	414	466	74	471	599
FR EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1774	512	147	701	1594
GB EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1774	512	147	701	1595
GB NAT	2	105	719	55	2	20	4	522	109	83	7	172	400	59	504	224
GE NAT	2	109	702	68	1	26	2	516	103	82	6	247	439	52	435	444
GR EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1772	512	147	701	1594
HU NAT	2	151	706	76	5	21	2	540	155	83	20	433	442	72	462	568
IE EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1772	512	147	701	1594
IS NAT	2	57	500	43	1	1	2	302	49	46	3	116	280	29	300	229
IT EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1774	512	147	701	1595
JP NAT	2	199	816	101	8	53	7	709	252	97	20	1475	484	131	646	1362
KE AP	2	98	699	70	1	20	0	502	98	79	5	211	394	44	419	417
KE NAT	2	107	702	63	1	19	2	485	92	80	3	180	397	47	409	279
KG NAT	2	107	701	70	1	19	2	510	101	82	5	236	438	48	428	431
KP NAT	2	111	702	76	3	30	2	518	128	81	7	273	413	61	433	469
KR NAT	2	149	737	85	4	36	2	588	175	89	7	742	450	93	498	775
KZ NAT	2	121	704	77	4	19	3	515	116	82	5	264	440	50	432	453
LK NAT	2	108	704	76	1	19	2	509	118	80	5	252	409	51	428	440
LR NAT	2	95	697	69	1	13	2	489	95	64	4	200	398	42	419	393
LS AP	0	16	111	11	1	3	0	69	26	11	3	32	47	10	70	33
LS NAT	0	7	105	3	0	0	0	24	4	0	0	10	29	2	58	13
LT NAT	2	114	701	71	2	19	3	513	107	80	8	257	439	55	453	445
LU EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1772	512	147	701	1594
LU NAT	2	101	701	54	1	19	2	487	105	80	6	159	393	51	420	215
LV NAT	2	115	702	73	3	19	3	517	118	80	10	274	441	56	455	446
MC EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1772	512	147	701	1594
MD NAT	2	106	701	66	2	19	2	506	104	82	9	244	438	50	427	433
MG NAT	2	109	702	76	1	19	2	510	118	80	5	249	409	50	423	445
MK NAT	0	20	279	13	0	0	0	78	16	1	1	45	98	3	155	79
MN NAT	2	110	702	77	1	19	2	512	117	81	5	259	407	51	423	440
MW AP	2	98	699	70	1	20	0	502	98	79	5	212	394	44	419	417
MW NAT	2	109	700	69	1	19	2	491	108	79	3	198	398	46	406	289
MX NAT	2	118	670	80	2	30	3	543	126	73	5	275	411	82	440	549
NL EP	2	251	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1774	513	147	701	1595
NL NAT	0	30	185	17	0	8	0	150	29	23	0	40	130	11	115	76
NO NAT	2	137	710	81	3	21	2	550	168	82	10	393	467	81	547	608
NZ NAT	2	119	757	78	2	21	2	549	149	82	7	301	447	66	458	550

DESIGNATIONS

## DESIGNATIONS DES ETATS PAR OFFICE RECEPTEUR

(du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1995)

## OFFICES RECEPTEURS

	AP	AT	AU	BE	BG	BR	BY	CA	CH	CN	CZ	DE	DK	ES	FI	FR
PL NAT	2	145	707	78	5	30	5	550	156	81	21	445	456	72	477	580
PT EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1772	512	147	701	1594
PT NAT	2	102	702	54	3	26	2	491	105	81	3	161	392	53	432	215
RO NAT	2	120	705	74	5	26	2	526	126	81	9	294	442	64	446	506
RU NAT	2	144	713	86	8	32	7	549	161	93	17	532	449	87	502	634
SD AP	2	98	699	70	1	20	0	502	98	79	5	212	394	44	419	417
SD NAT	2	110	700	67	1	19	2	491	109	79	3	199	399	46	406	288
SE EP	2	248	846	108	9	55	10	737	294	94	27	1774	512	146	701	1595
SE NAT	2	104	702	56	2	19	3	506	106	80	7	170	403	55	462	219
SG NAT	2	74	588	48	2	2	2	345	67	52	3	172	316	31	353	319
SI NAT	2	146	701	72	3	19	3	518	117	80	10	278	439	56	443	467
SK NAT	2	157	704	76	5	19	3	529	135	82	23	359	441	60	447	516
SZ AP	2	98	699	70	1	20	0	502	98	79	5	212	394	44	419	418
TJ NAT	2	107	701	70	1	19	2	509	101	81	5	236	438	47	431	433
TM NAT	2	46	497	33	1	0	2	291	49	40	3	103	259	25	296	179
TT NAT	2	112	702	70	1	19	2	510	100	80	5	230	407	47	423	431
UA NAT	2	128	707	75	7	19	4	532	136	82	16	338	442	61	449	525
UG AP	2	82	620	62	1	13	0	426	88	64	5	173	333	39	378	361
UG NAT	2	46	537	34	1	1	2	298	49	37	2	83	255	22	303	180
US NAT	2	222	844	109	8	61	11	365	279	94	22	1664	480	146	661	1559
UZ NAT	2	109	701	76	3	19	2	514	113	82	5	255	440	48	432	440
VN NAT	2	111	707	77	2	19	2	508	123	84	7	277	441	53	440	488
OA*	28	1456	9828	1064	14	322	0	7098	1624	1148	70	3332	5586	644	5866	6706
TOT NAT	110	6623	39333	3926	163	1210	158	28265	6963	4338	451	18468	23334	3408	25167	26523
TOT EP	32	3971	13536	1728	144	880	160	11792	4704	1504	432	28370	8193	2351	11216	25509
TOT AP+	10	490	3527	353	6	96	0	2503	506	391	28	1052	1956	225	2124	2063
TOT DES	180	12540	66224	7071	327	2508	318	49658	13797	7381	981	51222	39069	6628	44373	60801

\* Ces chiffres correspondent au nombre total de désignations des Etats suivants pour lesquels l'OAPI agit en tant qu'office désigné: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo. Il est à noter que la désignation d'au moins un des Etats parties à l'Accord de Libreville a effet dans tous les Etats parties audit accord.

+ Ces chiffres correspondent au nombre total de désignations des Etats suivants pour lesquels l'ARIPO agit en tant qu'office désigné: Kenya, Lesotho, Malawi, Ouganda, Soudan et Swaziland.

**DESIGNATIONS DES ETATS PAR OFFICE RECEPTEUR  
(du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1995)**

**OFFICES RECEPTEURS**

	GB	GE	GR	HU	IE	IS	IT	JP	KE	KR	KZ	LR	LU	MC	MD	MX	NL	NO
AL NAT	222	0	1	3	1	0	2	28	0	0	0	0	0	0	0	0	36	24
AM NAT	1791	1	5	41	50	0	108	198	0	42	0	0	4	1	1	4	280	194
AT EP	3010	1	23	64	62	1	220	2054	2	154	0	2	4	1	2	8	423	234
AT NAT	1697	1	2	29	47	0	91	82	0	25	1	2	1	1	1	3	238	195
AU NAT	2241	1	12	48	58	1	148	740	2	122	1	0	4	1	1	5	322	210
AZ NAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BB NAT	1793	1	4	34	47	0	108	208	0	42	0	0	4	1	1	4	280	196
BE EP	3010	1	23	64	62	1	220	2058	2	153	0	2	4	1	2	8	423	234
BG NAT	1812	1	9	50	51	0	115	224	2	47	0	0	4	1	1	4	284	197
BR NAT	1974	1	9	46	53	0	146	348	2	90	1	0	4	1	1	7	297	207
BY NAT	1808	1	5	48	50	0	112	211	0	42	0	0	4	1	2	4	282	200
CA NAT	2411	1	11	54	62	1	155	1024	2	123	1	0	4	1	2	8	352	223
CH EP	3010	1	23	64	62	1	220	2074	2	154	0	2	4	1	2	8	423	234
CH NAT	1692	1	2	29	47	0	91	81	0	25	0	0	1	1	1	3	237	195
CN NAT	2090	1	12	49	53	1	149	1475	0	141	1	2	4	1	1	5	308	200
CZ NAT	1886	1	7	51	53	0	119	252	2	60	0	0	4	1	1	5	294	203
DE EP	3010	1	23	64	62	1	220	2306	2	157	0	2	4	1	2	8	423	234
DE NAT	1735	1	1	31	50	0	93	213	0	34	1	0	1	1	1	3	238	203
DK EP	3010	1	23	65	62	1	220	2039	2	153	0	2	4	1	2	8	423	234
DK NAT	1697	1	1	28	47	0	93	80	0	24	0	0	1	1	1	3	237	202
ES EP	3010	1	23	64	62	1	220	2072	2	155	0	2	4	1	2	8	423	234
ES NAT	1696	1	1	29	47	0	91	83	0	26	0	0	1	1	1	3	237	196
EE NAT	1704	1	7	39	48	0	98	180	0	31	0	0	4	1	1	4	281	183
FI NAT	1914	1	8	47	54	1	122	355	2	47	1	0	4	1	1	4	296	213
FR EP	3010	1	23	64	62	1	220	2275	2	157	0	2	4	1	2	8	423	234
GB EP	3010	1	23	64	62	1	220	2276	2	157	0	2	4	1	2	8	423	234
GB NAT	2008	1	1	28	52	0	93	174	0	28	1	0	1	1	1	3	236	206
GE NAT	1804	1	7	40	50	0	111	199	0	40	0	0	4	1	1	4	283	197
GR EP	3010	1	23	65	62	1	220	2028	2	153	0	2	4	1	2	8	423	234
HU NAT	1874	1	6	21	53	0	120	314	2	60	0	0	4	1	1	4	290	199
IE EP	3010	1	23	65	62	1	220	2024	2	153	0	2	4	1	2	8	423	234
IS NAT	1147	0	4	21	22	1	46	123	0	24	0	0	3	1	1	1	189	120
IT EP	3010	1	23	64	62	1	220	2166	2	157	0	2	4	1	2	8	423	234
JP NAT	2803	1	15	55	60	1	196	1288	2	176	1	0	4	1	2	6	399	215
KE AP	1751	1	4	32	50	0	104	190	0	39	0	0	4	1	1	3	284	194
KE NAT	1765	1	1	25	47	0	91	122	0	24	0	0	1	1	0	3	240	194
KG NAT	1798	1	5	39	50	0	108	198	0	40	0	0	4	1	1	4	280	195
KP NAT	1798	1	5	42	51	0	115	2	2	32	1	0	4	1	1	5	286	197
KR NAT	2166	1	13	48	54	1	135	1729	2	21	1	0	4	1	2	5	306	203
KZ NAT	1802	1	7	44	49	0	113	208	0	50	0	0	4	1	1	4	279	197
LK NAT	1778	1	4	36	49	0	108	210	0	42	0	0	4	1	0	4	278	194
LR NAT	1675	1	4	31	47	0	92	178	0	31	0	0	4	1	0	4	275	180
LS AP	277	0	1	5	3	0	13	30	0	7	0	0	0	0	0	0	35	17
LS NAT	184	0	1	1	1	0	1	8	0	0	0	0	0	0	0	0	20	7
LT NAT	1798	1	7	43	49	0	107	204	0	40	0	0	4	1	1	4	281	194
LU EP	3010	1	23	64	62	1	220	2027	2	153	0	2	4	1	2	8	423	234
LU NAT	1685	1	1	29	46	0	91	76	0	24	0	0	0	1	1	3	235	194
LV NAT	1797	1	7	45	49	0	111	204	0	41	0	0	4	1	1	4	280	195
MC EP	3010	1	23	64	62	1	220	2018	2	153	0	2	4	1	2	8	423	234
MD NAT	1782	1	6	42	50	0	104	198	0	40	0	0	4	1	1	4	281	194
MG NAT	1807	1	5	33	47	0	108	207	0	41	0	0	4	1	1	4	279	195
MK NAT	417	0	0	3	9	0	6	53	0	0	0	0	1	0	0	0	64	37
MN NAT	1788	1	5	39	50	0	107	207	0	41	1	0	4	1	1	4	280	195
MW AP	1750	1	4	32	50	0	104	189	0	39	0	0	4	1	1	3	284	194
MW NAT	1754	1	1	28	47	0	95	127	0	25	0	0	1	1	1	3	238	194
MX NAT	1794	1	11	35	50	0	112	304	0	60	0	0	4	1	1	4	289	175
NL EP	3010	1	23	65	62	1	220	2083	2	156	0	2	4	1	2	8	423	234
NL NAT	472	0	0	6	19	0	22	24	0	5	0	0	0	0	0	1	73	65
NO NAT	1962	1	9	47	55	1	122	344	0	55	1	0	4	1	1	5	301	197
NZ NAT	1955	1	6	43	56	1	119	331	2	56	0	0	4	1	1	5	297	201

DESIGNATIONS

## DESIGNATIONS DES ETATS PAR OFFICE RECEPTEUR

(du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1995)

## OFFICES RECEPTEURS

	GB	GE	GR	HU	IE	IS	IT	JP	KE	KR	KZ	LR	LU	MC	MD	MX	NL	NO
PL NAT	1884	1	11	53	53	0	121	253	2	64	1	0	4	1	1	4	295	205
PT EP	3010	1	23	64	62	1	220	2029	2	153	0	2	4	1	2	8	423	234
PT NAT	1695	1	1	28	47	0	91	77	0	25	0	0	1	1	1	3	236	194
RO NAT	1822	1	9	51	51	0	120	235	0	54	0	0	4	1	2	4	283	198
RU NAT	1950	1	13	50	53	1	129	367	2	101	0	0	4	1	2	5	295	205
SD AP	1751	1	4	32	50	0	104	189	0	39	0	0	4	1	1	3	284	194
SD NAT	1749	1	4	27	50	0	97	127	0	24	0	0	1	1	1	3	241	195
SE EP	3010	1	23	64	62	1	220	2084	2	155	0	2	4	1	2	8	423	234
SE NAT	1696	1	1	28	47	0	94	91	0	27	1	2	1	1	1	3	238	202
SG NAT	1353	0	7	22	22	0	54	349	0	28	0	0	0	1	1	1	216	130
SI NAT	1810	1	6	46	51	0	115	207	0	42	0	0	4	1	1	4	282	200
SK NAT	1841	1	6	52	50	0	119	235	0	51	0	0	4	1	1	4	287	201
SZ AP	1751	1	4	32	50	0	104	189	0	39	0	0	4	1	1	3	284	194
TJ NAT	1795	1	5	39	50	0	109	198	0	40	0	0	4	1	1	4	280	195
TM NAT	1076	0	4	20	21	0	31	110	0	23	0	0	3	1	1	1	180	110
TT NAT	1780	1	4	32	47	0	105	199	0	38	0	0	4	1	0	4	280	195
UA NAT	1846	1	8	51	51	0	117	245	2	52	0	0	4	1	2	4	287	200
UG AP	1537	1	3	28	33	0	90	167	0	33	0	0	4	1	1	3	242	153
UG NAT	1200	0	2	14	22	0	53	30	0	20	0	0	2	1	0	1	184	102
US NAT	2833	1	20	64	62	1	212	2567	2	149	1	0	4	1	2	7	415	231
UZ NAT	1801	1	6	45	50	0	112	205	0	48	0	0	4	1	1	4	280	195
VN NAT	1817	1	5	41	51	0	109	329	0	62	0	0	4	1	1	4	283	196
OA*	24584	14	56	490	700	0	1512	2899	28	602	0	28	58	14	14	42	3976	2730
TOT NAT	101724	51	340	2143	2708	11	6062	18658	30	2765	16	6	176	55	58	217	15320	10735
TOT EP	48160	16	368	1028	992	16	3520	33613	32	2473	0	32	64	16	32	128	6768	3744
TOT AP+	8817	5	20	161	236	0	519	954	0	196	0	0	20	5	5	15	1413	946
TOT DES	183285	86	784	3822	4636	27	11613	56124	90	6036	16	66	316	90	109	402	27477	18155

- \* Ces chiffres correspondent au nombre total de désignations des Etats suivants pour lesquels l'OAPI agit en tant qu'office désigné: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo. Il est à noter que la désignation d'au moins un des Etats parties à l'Accord de Libreville a effet dans tous les Etats parties audit accord.
- + Ces chiffres correspondent au nombre total de désignations des Etats suivants pour lesquels l'ARIPO agit en tant qu'office désigné: Kenya, Lesotho, Malawi, Ouganda, Soudan et Swaziland.

DESIGNATIONS DES ETATS PAR OFFICE RECEPTEUR  
(du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1995)

## OFFICES RECEPTEURS

	NZ	PL	PT	RO	RU	SE	SG	SI	SK	UA	UZ	US	EP	IB	TOT DES	
AL NAT	29	0	0	0	0	56	0	0	0	0	0	533	143	41	1558	AL NAT
AM NAT	131	4	2	3	46	803	7	17	6	3	1	7054	1326	257	15560	AM NAT
AT EP	138	20	5	14	262	1504	10	29	7	8	1	15910	4852	1114	37295	AT EP
AT NAT	131	4	2	0	46	786	7	12	5	3	0	5893	1018	218	13376	AT NAT
AU NAT	137	10	3	10	107	1086	8	25	6	4	1	10853	2433	432	23417	AU NAT
AZ NAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	AZ NAT
BB NAT	130	4	2	2	48	806	7	17	4	3	1	7238	1451	269	15901	BB NAT
BE EP	138	20	6	14	261	1505	10	29	7	8	1	15914	4848	1115	37303	BE EP
BG NAT	131	5	2	6	74	817	7	22	7	4	1	7327	1731	275	16582	BG NAT
BR NAT	130	8	5	10	96	936	7	23	6	4	1	8839	2237	371	19795	BR NAT
BY NAT	131	7	2	5	72	818	7	21	4	4	1	7265	1771	272	16470	BY NAT
CA NAT	134	11	6	10	171	1187	8	25	6	4	1	13999	3032	544	28618	CA NAT
CH EP	138	20	5	14	261	1505	10	29	7	8	1	15916	4851	1114	37322	CH EP
CH NAT	131	6	1	0	47	787	7	12	5	4	0	5837	987	212	13258	CH NAT
CN NAT	133	14	4	11	125	1002	9	24	6	5	1	9593	2602	547	23037	CN NAT
CZ NAT	131	11	4	8	77	872	7	23	5	4	1	7583	2304	327	18104	CZ NAT
DE EP	138	20	5	14	266	1506	10	29	7	8	1	15918	4853	1114	37568	DE EP
DE NAT	131	7	3	1	72	830	7	12	6	6	1	6189	1072	247	14267	DE NAT
DK EP	138	20	5	14	262	1505	10	29	7	8	1	15914	4852	1114	37285	DK EP
DK NAT	131	4	2	0	50	798	7	12	5	3	0	5859	1008	210	13341	DK NAT
ES EP	138	20	5	14	262	1505	10	29	7	8	1	15915	4851	1115	37321	ES EP
ES NAT	131	4	3	2	51	788	7	12	6	4	0	5859	1015	214	13348	ES NAT
EE NAT	131	3	2	3	29	805	6	13	5	2	1	6399	1349	248	14696	EE NAT
FI NAT	131	8	3	6	96	1099	8	22	7	3	1	8052	2236	383	18920	FI NAT
FR EP	138	20	6	14	265	1506	10	29	7	8	1	15919	4852	1114	37536	FR NAT
GB EP	138	20	5	14	265	1506	10	29	7	8	1	15918	4852	1114	37536	GB EP
GB NAT	134	7	2	2	62	798	7	12	6	5	0	6127	1027	217	14227	GB NAT
GE NAT	131	4	2	3	46	809	7	19	4	3	1	7025	1347	260	15637	GE NAT
GR EP	138	20	5	14	262	1505	10	29	7	8	1	15913	4849	1114	37270	GR EP
HU NAT	131	11	3	7	85	864	7	23	7	4	1	7632	2199	323	17985	HU NAT
IE EP	138	20	5	14	261	1505	10	29	7	8	1	15914	4847	1114	37264	IE EP
IS NAT	94	1	0	1	5	483	4	4	2	0	1	4018	801	183	9260	IS NAT
IT EP	138	20	6	14	266	1506	10	29	7	8	1	15917	4852	1115	37428	IT EP
JP NAT	134	15	6	13	210	1358	9	27	6	7	1	15142	4264	1092	33871	JP NAT
KE AP	130	4	2	4	40	775	7	12	4	2	1	6762	1254	250	14964	KE AP
KE NAT	130	3	2	0	30	779	7	14	4	3	0	6076	1056	214	13701	KE NAT
KG NAT	131	4	2	3	42	801	7	16	4	4	1	7068	1323	258	15569	KG NAT
KP NAT	131	5	2	4	61	813	7	19	4	3	1	7084	1421	278	15685	KP NAT
KR NAT	130	14	5	12	127	986	7	21	4	4	1	10231	2751	684	24101	KR NAT
KZ NAT	130	4	2	5	74	801	6	18	4	4	1	7238	1638	269	16241	KZ NAT
LK NAT	130	5	2	5	50	802	6	18	4	3	1	7223	1462	268	15892	LK NAT
LR NAT	129	3	2	4	25	765	5	12	4	2	1	6384	1194	243	14279	LR NAT
LS AP	23	0	0	0	3	81	0	0	1	0	1	589	146	54	1729	LS AP
LS NAT	23	0	0	0	0	29	0	0	0	0	0	218	60	19	827	LS NAT
LT NAT	130	6	2	5	54	821	6	19	5	4	1	7071	1467	262	15856	LT NAT
LU EP	138	20	5	14	260	1503	10	29	7	8	1	15914	4849	1114	37265	LU EP
LU NAT	130	5	1	1	37	778	6	12	5	4	0	5832	995	208	13197	LU NAT
LV NAT	130	6	2	5	57	824	6	19	5	4	1	7177	1483	269	16042	LV NAT
MC EP	138	20	5	14	260	1503	10	29	7	8	1	15911	4849	1114	37253	MC EP
MD NAT	131	5	2	8	45	798	7	18	5	3	1	7053	1335	259	15569	MD NAT
MG NAT	130	4	2	4	50	804	7	18	4	3	1	7215	1346	269	15790	MG NAT
MK NAT	55	0	0	0	0	138	0	8	0	0	0	1085	275	61	3000	MK NAT
MN NAT	130	4	2	5	49	806	7	17	4	3	1	7230	1354	268	15812	MN NAT
MW AP	130	4	2	4	40	775	7	12	4	2	1	6756	1254	250	14957	MW AP
MW NAT	130	3	1	1	42	782	7	12	4	3	0	6135	1080	220	13856	MW NAT
MX NAT	122	7	2	9	38	826	7	15	5	0	1	8834	1876	409	18401	MX NAT
NL EP	138	20	6	14	263	1506	10	29	7	8	1	15915	4852	1114	37343	NL EP
NL NAT	33	1	1	1	19	243	1	5	2	2	0	1865	318	47	4039	NL NAT
NO NAT	131	7	3	7	82	1066	8	23	5	3	1	8032	2188	332	18856	NO NAT
NZ NAT	134	8	2	5	65	892	8	20	5	3	1	8091	1910	324	18137	NZ NAT

DESIGNATIONS

## DESIGNATIONS DES ETATS PAR OFFICE RECEPTEUR

(du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1995)

## OFFICES RECEPTEURS

	NZ	PL	PT	RO	RU	SE	SG	SI	SK	UA	UZ	US	EP	IB	TOT DES	
PL NAT	131	3	5	9	80	899	8	23	6	5	1	7667	2280	328	18208	PL NAT
PT EP	138	20	5	14	261	1503	10	29	7	8	1	15913	4850	1114	37268	PT EP
PT NAT	131	4	1	1	44	782	7	12	5	3	0	5893	1016	207	13331	PT NAT
RO NAT	131	6	2	0	65	826	7	22	6	4	1	7381	1691	287	16692	RO NAT
RU NAT	131	17	4	11	60	908	7	25	8	4	1	8149	2248	342	19130	RU NAT
SD AP	130	4	2	4	40	775	7	12	4	2	1	6758	1254	250	14960	SD AP
SD NAT	130	3	1	1	43	782	7	13	4	3	0	6201	1084	224	13938	SD NAT
SE EP	138	20	5	14	262	1500	10	29	7	8	1	15913	4851	1114	37326	SE EP
SE NAT	131	5	2	2	51	800	7	12	5	3	0	5943	1014	213	13518	SE NAT
SG NAT	102	2	1	2	6	571	9	5	2	0	1	5096	1162	330	11849	SG NAT
SI NAT	131	5	2	6	49	813	7	5	6	3	1	7126	1641	272	16191	SI NAT
SK NAT	131	8	2	5	71	855	7	22	4	4	1	7393	1987	290	17191	SK NAT
SZ AP	130	4	2	4	40	774	7	12	4	2	1	6758	1254	250	14960	SZ AP
TJ NAT	130	4	2	2	43	802	7	17	4	4	1	7055	1326	261	15563	TJ NAT
TM NAT	95	1	0	1	7	427	1	3	2	0	1	3518	721	170	8354	TM NAT
TT NAT	130	4	2	4	40	798	7	17	4	3	1	7045	1313	260	15459	TT NAT
UA NAT	131	9	3	9	100	829	7	20	8	2	1	7490	1923	297	17223	UA NAT
UG AP	112	4	1	4	33	639	7	12	3	0	1	5631	1091	222	12703	UG AP
UG NAT	108	1	1	0	3	501	3	1	2	0	0	3206	637	145	8091	UG NAT
US NAT	134	17	6	13	246	1376	9	29	5	9	1	3622	4335	429	23330	US NAT
UZ NAT	130	4	2	5	53	798	7	17	5	4	0	7187	1372	266	15844	UZ NAT
VN NAT	131	6	2	3	54	802	8	17	4	4	1	7280	1445	280	16282	VN NAT
OA*	1820	56	28	56	826	10934	98	168	56	28	14	98924	19824	3724	219087	OA*
TOT NAT	7216	341	134	261	3577	46711	380	941	271	189	42	398710	91080	16905	916273	TOT NAT
TOT EP	2208	320	84	224	4199	24073	160	464	112	128	16	254634	77610	17827	597583	TOT EP
TOT AP+	655	20	9	20	196	3819	35	60	20	8	6	33254	6253	1276	74273	TOT AP+
TOT DES	11899	737	255	561	8798	85537	673	1633	459	353	78	785522	194767	39732	1807216	TOT DES

DESIGNATIONS

\* Ces chiffres correspondent au nombre total de désignations des Etats suivants pour lesquels l'OAPI agit en tant qu'office désigné: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo. Il est à noter que la désignation d'au moins un des Etats parties à l'Accord de Libreville a effet dans tous les Etats parties audit accord.

+ Ces chiffres correspondent au nombre total de désignations des Etats suivants pour lesquels l'ARIPO agit en tant qu'office désigné: Kenya, Lesotho, Malawi, Ouganda, Soudan et Swaziland.



**EXEMPLAIRES ORIGINAUX REÇUS PAR OFFICE RECEPTEUR  
ET PAR LANGUE DE DEPOT  
(du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1995)**

Offices récepteurs	Langues de dépôt								Nombre total d'exemplaires originaux reçus
	Allemand	Anglais	Chinois	Espagnol	Français	Japonais	Russe	Autres	
AT	257								257
AU		871							871
BE		40			50			19 (Néerlandais)	115
BG		10					2		12
BR		66							66
BY		2					9		11
CA		729			14				743
CH	265				40				305
CN		5	97						102
CZ	8	20							28
DE	1816								1816
DK		342						175 (Danois)	517
ES				152					152
FI		329						387 (Finnois)	716
FR					1669				1669
GB		3049							3049
GE		1							1
GR		23							23
HU	11	57							68
IE		62							62
IS		1							1
IT		220							220
JP		170				2518			2688
KE		2							2
KR		179				8			187
KZ							1		1
LR		2							2
LU	2				2				4
MC					1				1
MD		1					1		2
MX				8					8
NL	2	223						206 (Néerlandais)	431
NO		99						143 (Norvégien)	242
NZ		138							138
PL		21			1				22
PT		6							6
RO	1	10			4				15
RU		3					281		284
SE		791						744 (Suédois)	1535
SG		10							10
SI		30							30
SK	1	7							8
UA		3					7		10
US		16378							16378
UZ							1		1
AP <sup>1</sup>		2							2
EP <sup>1</sup>	3328	1558			67				4953
IB <sup>3</sup>	42	1059			41				1142
<b>Nombre total d'exemplaires originaux reçus</b>	<b>5733</b>	<b>26519</b>	<b>97</b>	<b>160</b>	<b>1895</b>	<b>2526</b>	<b>302</b>	<b>1674</b>	<b>38906</b>

<sup>1</sup> Les exemplaires originaux reçus de l'Organisation régionale africaine de la propriété industrielle se rapportent aux demandes internationales déposées par des déposants d'Etats parties au Protocole d'Harare.

<sup>2</sup> Les exemplaires originaux reçus de l'Office européen des brevets se rapportent aux demandes internationales déposées par des déposants d'Etats parties à la Convention sur le brevet européen.

<sup>3</sup> Les exemplaires originaux reçus du Bureau international agissant en qualité d'office récepteur se rapportent aux demandes internationales déposées par des déposants des Etats suivants: Allemagne, Australie, Autriche, Barbade, Cameroun, Canada, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède et Suisse.

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****Espagne**

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié de nouveaux montants de taxes exprimés en **pesetas (ESP)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous :

Taxe nationale :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt : ESP 8.770

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt : ESP 8.770

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, résumé (ES), page 302]

## SECTION IV

## NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

## TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

## Organisation européenne des brevets

L'Office européen des brevets a établi de nouveaux montants équivalents en livres sterling (GBP), francs français (FRF), francs suisses (CHF), couronnes suédoises (SEK), liras italiennes (ITL), pesetas espagnoles (ESP), couronnes danoises (DKK), escudos portugais (PTE) et livres irlandaises (IEP) de taxes qui doivent lui être payées, comme indiqué dans le tableau révisé qui figure ci-dessous. Les nouveaux montants équivalents sont applicables à compter du 3 avril 1996.

	DEM	GBP	FRF	CHF	NLG	SEK	BEF LUF	ITL	ATS	ESP	GRD	DKK	PTE	IEP	FIM
Taxe de transmission:	200	91	700	170	230	980	4 200	220 000	1 430	17 200	33 300	790	21 200	88	630
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT:	60	27	210	50	70	290	1 300	66 000	430	5 200	10 000	240	6 400	26	190
Taxe de recherche (pour une recherche internationale):	2 400	1 091	8 420	2 000	2 740	11 760	50 300	2 643 000	17 140	206 900	400 000	9 500	254 800	1 055	7 500
Taxe d'examen préliminaire:	3 000	1 364	10 530	2 500	3 430	14 710	62 900	3 304 000	21 430	258 600	500 000	11 880	318 500	1 319	9 380
Taxe de réserve:	2 000	909	7 020	1 670	2 290	9 800	41 900	2 203 000	14 290	172 400	333 300	7 920	212 300	879	6 250
Taxe pour la délivrance de copies (par page A4):	1.30	0.60	4.60	1.10	1.50	6.40	25	1 400	9.30	110	215	5.20	140	0.60	4.10
Taxe nationale:	600	273	2 110	500	690	2 940	12 600	661 000	4 290	51 700	100 000	2 380	63 700	264	1 880
Taxe de recherche (pour un brevet européen):	1 900	864	6 670	1 580	2 170	9 310	39 800	2 093 000	13 570	163 800	316 700	7 520	201 700	835	5 940
Taxe de désignation européenne:	350	159	1 230	290	400	1 720	7 300	385 000	2 500	30 200	58 300	1 390	37 200	154	1 090
Taxe de revendication:	80	36	280	70	90	390	1 700	88 000	570	6 900	13 300	320	8 500	35	250
Taxe d'examen:	2 800	1 273	9 820	2 330	3 200	13 730	58 700	3 084 000	20 000	241 400	466 700	11 090	297 200	1 231	8 750
Taxe de renouvellement pour la 3 <sup>ème</sup> année:	750	341	2 630	630	860	3 680	15 700	826 000	5 360	64 700	125 000	2 970	79 600	330	2 340

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe D(EP), page 239 et annexe E(EP), page 250, et N° 09/1996, le tableau publié à la page 3621]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Finlande

L'**Office national des brevets et de l'enregistrement de la Finlande** a notifié de nouveaux montants de taxes exprimés en **marks finlandais (FIM)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous. Les nouveaux montants sont applicables à compter du 1er avril 1996.

Taxe de transmission :	FIM	800
Taxe pour le document de priorité :	FIM	122 plus FIM 220 par document plus FIM 5 par page à compter de la 11e
Taxe nationale :		
Taxe de base :	FIM	1.200
Taxe de revendication pour chaque revendication à compter de la 11e :	FIM	120
Taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction ou de la copie :	FIM	550
Taxes annuelles pour les trois premières années :	FIM	750

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(FI), page 187, et le résumé (FI), page 303]

#### OFFICES RÉCEPTEURS

##### Turquie

L'**Institut turc des brevets** a adressé au Bureau international une notification l'informant de modifications en ce qui concerne la liste des administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international qu'il a spécifiées pour les demandes internationales déposées auprès de lui en tant qu'office récepteur, comme indiqué ci-dessous :

Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office autrichien des brevets, Office chinois des brevets (uniquement pour les demandes internationales déposées en anglais), Office russe des brevets ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office autrichien des brevets, Office chinois des brevets (uniquement pour les demandes internationales déposées en anglais), Office russe des brevets ou, pour les demandes internationales pour lesquelles l'Office autrichien des brevets ou l'Office européen des brevets a établi le rapport de recherche internationale, Office européen des brevets

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 08/1996, page 3092]



## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### **ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

#### **Accord entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle<sup>1</sup>**

##### **Modification de l'annexe A**

L'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) a adressé au Bureau international, en vertu des dispositions de l'article 11.3)i) de l'accord, une notification l'informant de modifications apportées à l'annexe A de l'accord conformément auxquelles il agira en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'Office des brevets, des dessins et des marques d'Israël. L'annexe A modifiée est applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 1996 et a la teneur suivante :

##### **“ANNEXE A ÉTATS ET LANGUES**

- 1) Conformément à l'article 3.1) de l'accord, l'Administration
  - i) agit pour les États suivants :  
États-Unis d'Amérique, Brésil, Barbade, Trinité-et-Tobago, Mexique, Israël
  - ii) précise les langues suivantes :  
anglais.
- 2) Conformément à l'article 3.2) de l'accord, l'Administration
  - i) agit pour les États suivants :  
États-Unis d'Amérique et,  
lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale, Brésil, Barbade, Trinité-et-Tobago, Mexique, Israël
  - ii) précise les langues suivantes :  
anglais.”

---

1 Publié dans la Gazette du PCT N° 44/1995, page 16683.

**SECTION IV****NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL**

---

**DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES  
INSTITUTIONS AUPRÈS DESQUELLES DES DÉPÔTS PEUVENT ÊTRE EFFECTUÉS****Royaume-Uni****Corrigendum**

Le nom “European Collection of Cell Structures (ECACC)” publié dans la liste des institutions de dépôt dans la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe L, page 272, devrait être corrigé comme indiqué ci-dessous :

“European Collection of Cell Cultures (ECACC)”.

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe L, page 272]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### ÉTATS CONTRACTANTS

##### États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

##### Cuba

Le 16 avril 1996, **Cuba** a déposé son instrument d'adhésion au PCT. Cuba deviendra le 85<sup>e</sup> État contractant du PCT le 16 juillet 1996.

En conséquence, Cuba pourra être désignée (code pour le pays : CU) dans toute demande internationale déposée le 16 juillet 1996 ou ultérieurement et, étant liée par le chapitre II du PCT, pourra aussi être élue. En outre, à partir du 16 juillet 1996, les nationaux de Cuba et les personnes qui y sont domiciliées pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe A, page 5]

#### INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

##### Bélarus

L'**Office bélarussien des brevets** a notifié des changements de numéros de téléphone et de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone :	(7017-2) 268 50 53, 268 55 20
Télécopieur :	(7017-2) 268 41 30

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(BY), page 26]

##### Lettonie

L'**Office letton des brevets** a notifié des changements concernant son siège, son adresse postale ainsi que ses numéros de téléphone et de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Siège :	Citadeles 7(70), Riga, Lettonie
Adresse postale :	P.O. Box 124, Riga, LV-1010, Lettonie

Téléphone :	(371) 702 73 56
Télécopieur :	(371) 702 72 08

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(LV), page 92]



**INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS (suite)****Espagne**

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié un changement de numéro de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Télécopieur : (34-1) 349 53 04

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(ES), page 46]

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****Bélarus**

L'**Office bélarussien des brevets** a notifié de nouveaux montants de taxes exprimés en **roubles (RUR)** et en **dollars des États-Unis (USD)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous :

Taxe de transmission :	équivalent en RUR de USD 70
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	RUR 80.000 plus RUR 3.000 par page à compter de la 16 <sup>e</sup>
Taxe nationale :	
Taxe de dépôt :	USD 100
Taxe d'examen :	USD 600
Taxe annuelle pour les trois premières années, par année :	USD 100

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(BY), page 176, et le résumé (BY), page 286]

**Espagne**

L'**Office espagnol des brevets et des marques** a notifié de nouveaux montants de taxes exprimés en **pesetas (ESP)**, tel qu'ils sont précisés ci-dessous :

Taxe de transmission :	ESP 8.770
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	ESP 3.510

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(ES), page 186]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS

##### Madagascar

L'**Office malgache de la propriété industrielle** a notifié un changement concernant son siège, comme indiqué ci-dessous :

Siège : Rue Dr. Rahamefy-Antanimena, Antananarivo 101, Madagascar

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(MG), page 98]

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Italie

L'**Office italien des brevets et des marques** a notifié de nouveaux montants de taxes exprimés en **lires italiennes (ITL)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous :

Taxe pour le document de priorité docu- (règle 17.1.b) du PCT) :	ITL 20.000 (en timbres) pour la demande de préparation ment de priorité, plus ITL 20.000 (en timbres) pour le certificat de dépôt, plus ITL 20.000 (en timbres) pour le certificat d'authenticité, plus ITL 20.000 (en timbres) pour chaque série complète ou incom- plète de quatre pages (description, revendications, abrégé et dessins).	du
--	--	----

Si le déposant ne produit pas la copie complète de la documentation de priorité (certificat de dépôt, description, revendications, dessins et abrégé), un montant de ITL 250 pour chaque page devra être versé sur le compte postal spécial de l'office.

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(IT), page 197]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### OFFICE DES BREVETS ET DES MARQUES DES ETATS-UNIS

##### Fermeture officielle

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO)** a notifié le Bureau international que l'USPTO était officiellement fermé aux dates suivantes :

lundi 8 janvier 1996  
mardi 9 janvier 1996  
mercredi 10 janvier 1996.

Tout acte requis ou toute taxe due au plus tard l'un de ces jours sera considéré comme étant accompli ou payée dans le délai prescrit si ledit acte a été accompli, ou ladite taxe payée, le premier jour ouvrable suivant où l'USPTO était de nouveau ouvert au public, c'est-à-dire le jeudi 11 janvier 1996.

L'USPTO était aussi officiellement fermé le

vendredi 12 janvier.

Tout acte requis ou toute taxe due au plus tard ce jour sera considéré comme étant accompli ou payée dans le délai prescrit si ledit acte a été accompli, ou ladite taxe payée, le premier jour ouvrable suivant où l'USPTO était de nouveau ouvert au public, c'est-à-dire le mardi 16 janvier 1996 (le lundi 15 janvier 1996 étant un jour férié).

#### INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS

##### Finlande

L'**Office national des brevets et de l'enregistrement de la Finlande** a notifié un changement concernant son siège et son adresse postale, comme indiqué ci-dessous :

Siège et adresse postale : Arkadiankatu 6A, FIN-00100 Helsinki, Finlande

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(FI), page 48]

##### Luxembourg

Le **Service de la propriété intellectuelle du Luxembourg** a notifié un changement dans son numéro de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Télécopieur : (352) 22 26 60 (groupe 3)

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(LU), page 90]

**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS (suite)****Ouzbékistan**

L'**Office ouzbek des brevets** a notifié un changement dans son numéro de téléphone, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (3712) 33 45 56

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(UZ), page 153]

**République populaire démocratique de Corée**

L'**Office pour les inventions de la République populaire démocratique de Corée** a notifié des changements dans ses numéro de téléphone et de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (850-2) 381 60 25

Télécopieur : (850-2) 381 45 37

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(KP), page 74]

**Suisse**

L'**Institut fédéral de la Propriété intellectuelle de la Suisse** a notifié des changements dans ses numéros de téléphone, de télécopieur et de téléimprimeur, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (41-31) 325 25 25

Télécopieur : (41-31) 325 25 26

Téléimprimeur : –

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(CH), page 32]

**Organisation eurasiennne des brevets**

L'**Office eurasienn des brevets (OEAB)** a notifié un changement dans son numéro de téléphone, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (70-95) 206 62 37

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B2(EA), page 159]

**Organisation régionale africaine de la propriété industrielle (ARIPO)**

L'**Organisation régionale africaine de la propriété industrielle (ARIPO)** a notifié un changement dans son numéro de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Télécopieur : (263-4) 70 40 25

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B2(AP), page 157]

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****République populaire démocratique de Corée**

L'Office pour les inventions de la République populaire démocratique de Corée, en sa qualité d'office récepteur et d'office désigné (ou élu), a notifié de nouveaux montants de taxes exprimés en **won (KPW)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous :

Taxe de transmission :	Équivalent en KPW de 50 francs suisses
Taxe nationale :	
Pour un brevet :	
Taxe de dépôt :	Équivalent en KPW de 195 francs suisses
Taxe additionnelle pour remise tardive de la traduction :	Équivalent en KPW de 30 francs suisses

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(KP), page 201 et résumé (KP), page 313]

**OFFICES RECEPTEURS****Bureau international**

Le **Bureau international** notifie un changement, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1996, dans le montant de la taxe de transmission payable au Bureau international en sa qualité d'office récepteur par les déposants de certains États contractants. Cette taxe est réduite de 75% pour les déposants des mêmes États pour lesquels la réduction de 75% de la taxe de base, de la taxe de désignation, de la taxe de confirmation et de la taxe de traitement est applicable (voir la Gazette du PCT N° 50/1995, page 19267). L'annexe C(IB) modifiée à la teneur suivante :

Taxe de transmission <sup>6</sup> :	CHF 300 ou USD 200
-------------------------------------	--------------------

<sup>6</sup> Cette taxe est réduite de 75% lorsque le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux, est une personne physique qui est ressortissante de l'un des États suivants et qui est domiciliée dans l'un de ces États: Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba (à partir du 16 juillet 1996), Estonie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Gabon, Géorgie, Guinée, Hongrie, Kazakstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Lituanie, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Niger, Ouganda, Ouzbékistan, Pologne, République centrafricaine, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Togo, Turkménistan, Turquie, Ukraine ou Viet Nam. Pour plus de précisions voir la Gazette du PCT No 50/1995, pages 19267 et 19268.

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(IB), page 194]

**OFFICES DESIGNES (OU ELUS)****République populaire démocratique de Corée**

L'Office pour les inventions de la République populaire démocratique de Corée a notifié un changement concernant les exigences particulières de l'office en vertu de la règle 51<sup>bis</sup> du PCT, comme indiqué ci-dessous :

Exigences particulières de l'office  
(règle 51<sup>bis</sup> du PCT) :

Nom et adresse de l'inventeur s'ils n'ont pas été indiqués  
dans la partie "requête" de la demande internationale

Déclaration de l'inventeur

Acte de cession lorsque le déposant n'est pas l'inventeur

Nomination d'un mandataire si le déposant n'est pas  
domicilié en République populaire démocratique de Corée

Traduction de la demande internationale en deux  
exemplaires

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, résumé (KP), page 314]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

#### ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

**Accord entre l'Office royal des brevets et de l'enregistrement de la Suède et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle<sup>1</sup>**

#### Modification de l'annexe C

L'Office suédois des brevets a adressé au Bureau international, en vertu de l'article 11.3)ii) de l'accord une notification l'informant d'une modification apportée à l'annexe C de cet accord. L'annexe C modifiée est applicable à partir du 1<sup>er</sup> juin 1996 et a la teneur suivante :

#### “ANNEXE C

#### TAXES ET DROITS POUR LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET POUR L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

#### Partie I : Tableau des taxes et des droits

Type de taxe ou de droit	Montant exprimé en couronnes suédoises
Taxe de recherche (règle 16.1.a):	
i) si, pour une demande antérieure dont la priorité est revendiquée, un rapport de recherche a été émis par l'Administration .....	6 200
ii) si, pour une demande antérieure dont la priorité est revendiquée, un rapport de recherche a été émis par l'Office danois des brevets, par l'Office national des brevets et de l'enregistrement de la Finlande, par l'Office norvégien des brevets ou par l'Office islandais des brevets	6 200
iii) dans tous les autres cas .....	6 800
Taxe additionnelle (règle 40.2.a)) .....	6 800
Traduction de la demande internationale (règle 48.3) .....	2,30 par mot
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b)) .....	4 200
Taxe additionnelle (règle 68.3.a)) .....	4 200

<sup>1</sup> Publié dans la Gazette du PCT N° 44/1995, page 16676.

**Partie I : Tableau des taxes et des droits (suite)**

<b>Type de taxe ou de droit</b>	<b>Montant exprimé en couronnes suédoises</b>
Préparation et expédition de copies de documents cités dans le rapport de recherche internationale (règle 44.3) .....	Les déposants reçoivent gratuitement avec le rapport de recherche internationale une copie de chaque document cité; dans les autres cas: 4,00 par page
Préparation et expédition de copies de documents cités dans le rapport d'examen préliminaire international (règle 71.2) .....	4,00 par page
Préparation et expédition de copies de documents contenus dans le dossier de la demande internationale (règle 94.1) .....	4,00 par page

**Partie II :** [pas de changement]"**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS****Chine**

L'**Office chinois des brevets** a notifié des changements dans ses numéros de téléphone et de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (86-10) 62 09 36 77  
Télécopieur : (86-10) 62 01 94 51

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(CN), page 36]

**Géorgie**

L'**Office géorgien des brevets** a notifié des changements dans ses numéros de téléphone et de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (99532) 98 84 19, 93 69 35, 99 00 83  
Télécopieur : (99532) 98 84 19

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(GE), page 56]

**Grèce**

L'**Organisation de la propriété industrielle de la Grèce** a notifié des changements dans ses numéros de téléphone, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (30-1) 682 82 31, 618 35 48

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(GR), page 59]



**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS (suite)****Slovénie**

L'**Office slovène de la propriété intellectuelle** a notifié des changements concernant son siège et son adresse postale, comme indiqué ci-dessous :

Siège : Kotnikova 6, SLO-1000 Ljubljana, Slovénie  
Adresse postale : p.p. 206, SLO-1000 Ljubljana, Slovénie

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(SI), page 131]

**Trinité-et-Tobago**

L'**Office de la propriété intellectuelle, Direction générale de l'enregistrement de la Trinité-et-Tobago** a notifié un changement dans son numéro de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Télécopieur : (1-809) 624 12 21

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(TT), page 145]

**OFFICES RECEPTEURS****France**

L'**Institut national de la propriété industrielle de la France** a notifié un changement en ce qui concerne son exigence en tant qu'office récepteur relative aux personnes qui peuvent agir en qualité de mandataire, comme indiqué ci-dessous :

Qui peut agir en qualité de mandataire ? Toute personne physique ou morale habilitée à exercer auprès de l'office

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(FR), page 188]

**OFFICES DESIGNES (OU ELUS)****Autriche**

L'**Office autrichien des brevets** a notifié un changement en ce qui concerne son exigence en tant qu'office désigné (ou élu) relative aux personnes qui peuvent agir en qualité de mandataire, comme indiqué ci-dessous :

Qui peut agir en qualité de mandataire ? Tout conseil en brevets, avocat ou notaire habilité à exercer en Autriche

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, résumé (AT), page 278]

## TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

### Grèce

L'Organisation de la propriété industrielle de la Grèce a notifié de nouveaux montants de taxes exprimés en **drachmes grecques (GRD)**, tel qu'ils sont précisés ci-dessous :

Taxe de transmission :	GRD 36.500
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	GRD 13.000

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(GR), page 191]

### Suède

L'Office suédois des brevets a notifié un nouveau montant de la taxe de transmission, exprimé en **couronnes suédoises (SEK)**, payable à l'Office en tant qu'office récepteur. Par ailleurs, de nouveaux montants de la taxe de recherche, exprimés en **couronnes suédoises (SEK)**, **couronnes danoises (DKK)**, **marks finlandais (FIM)**, **couronnes islandaises (ISK)**, **couronnes norvégiennes (NOK)**, **francs suisses (CHF)** et **dollars des États-Unis (USD)**, tels qu'ils sont exprimés ci-dessous, ont été établis en vertu de la règle 16.1.c) et d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'Office suédois des brevets. Un nouveau montant, exprimé en **couronnes suédoises (SEK)**, a aussi été établi pour la taxe d'examen préliminaire pour un examen préliminaire international effectué par l'Office suédois des brevets. Les nouveaux montants sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> juin 1996.

Taxe de transmission :	SEK 1.000		
		1)	2)
			3)
Taxe de recherche	SEK 6.200	SEK 6.200	SEK 6.800
(recherche internationale effectuée	DKK 5.500	DKK 5.500	DKK 6.050
par l'Office suédois des brevets) :	FIM 4.500	FIM 4.500	FIM 4.950
	ISK 64.000	ISK 64.000	ISK 70.000
	NOK 6.150	NOK 6.150	NOK 6.750
	CHF 1.180	CHF 1.180	CHF 1.290
	USD 960	USD 960	USD 1.055

- 1) si, pour une demande antérieure dont la priorité est revendiquée, un rapport de recherche a été émis par l'Office suédois des brevets
- 2) si, pour une demande antérieure dont la priorité est revendiquée, un rapport de recherche a été émis par l'Office danois des brevets, par l'Office national des brevets et de l'enregistrement de la Finlande, par l'Office norvégien des brevets ou par l'Office islandais des brevets – une copie dudit rapport de recherche doit être envoyée à l'Office suédois des brevets
- 3) dans tous les autres cas

Taxe d'examen préliminaire :	SEK 4.200
------------------------------	-----------

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(SE), page 224, annexe D(SE), page 244 et annexe E(SE), page 254]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Australie

Conformément à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants exprimés en **francs suisses (CHF)** et en **dollars des États-Unis (USD)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous, ont été établis pour la taxe de recherche pour une recherche internationale effectuée par l'Office australien des brevets. Les nouveaux montants sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996.

Taxe de recherche (recherche internationale effectuée par l'Office australien des brevets) :	CHF 787	USD 640
--	---------	---------

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe D(AU), page 237]

##### Suède

Conformément aux règles 15.2.d) et 57.2.e) du PCT, de nouveaux montants exprimés en **couronnes suédoises (SEK)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous, ont été établis pour la taxe de base, le supplément par feuille à compter de la 31<sup>e</sup>, la taxe de désignation et la taxe de traitement. Les nouveaux montants sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996.

Taxe de base :	SEK 4.200
Supplément par feuille à compter de la 31 <sup>e</sup> :	SEK 80
Taxe de désignation :	SEK 1.000
Taxe de traitement :	SEK 1.300

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(SE), page 224 et annexe E(SE), page 254]

##### États-Unis d'Amérique

Conformément à la règle 16.1.d) du PCT, de nouveaux montants exprimés en **francs suisses (CHF)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous, ont été établis pour la taxe de recherche pour une recherche internationale effectuée par l'Office des brevets et des marques des États-Unis. Les nouveaux montants sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996.

Taxe de recherche (recherche internationale effectuée par l'Office des brevets et des marques des États-Unis) :	CHF 812 (530)
---	---------------

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe D(US), page 246]

**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS  
OFFICES RECEPTEURS****Israël**

Des informations de caractère général concernant **Israël** en tant qu'État contractant, ainsi que des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Office des brevets, des dessins et modèles et des marques d'Israël** en tant qu'office récepteur sont reproduites à l'annexe B1(IL) et à l'annexe C(IL) publiées sur les pages suivantes.

**B1 Informations sur les Etats contractants****B1****IL ISRAËL IL****Informations générales**

Nom de l'office :	Office des brevets, des dessins et modèles et des marques
Siège :	Lev Hagiva Building, Beit Hadebus Street 11, Givat Shaul, Jerusalem 95483, Israël
Adresse postale :	P.O. Box 354, Jerusalem 91002, Israël
Téléphone :	(972-2) 316 783
Télécopieur :	(972-2) 316 764
Téléimprimeur :	-
L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Non
L'office accepterait-il que soit produite, en cas de perte ou de retards du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Non
Office récepteur compétent pour les nationaux d'Israël et les personnes qui y sont domiciliées :	Office des brevets, des dessins et modèles et des marques ou Bureau international de l'OMPI, au choix du déposant (voir annexe C)
Office désigné (ou élu) compétent si Israël est désigné (ou élu) :	Office des brevets, des dessins et modèles et des marques (voir volume II)
Israël peut-il être élu ?	Oui (lié par le chapitre II du PCT)
Types de protection disponibles :	Brevets
Dispositions de la législation d'Israël relatives à la recherche de type international :	Néant

[suite sur la page suivante]

**B1 Informations sur les Etats contractants****B1****IL ISRAËL IL**

[suite]

Protection provisoire à la suite de la  
publication internationale :

Néant

**Informations utiles si Israël est désigné (ou élu)**Délai dans lequel le nom et l'adresse de  
l'inventeur doivent être communiqués si  
Israël est désigné (ou élu) :Ces informations ne sont pas exigées. Si le déposant souhaite que  
le nom de l'inventeur soit publié lors de l'acceptation et inscrit au  
Registre des brevets, il doit le notifier à l'office au plus tard à la  
réception de l'avis préalable à l'acceptation.L'office ignore-t-il une revendication de  
priorité si le document de priorité n'a  
pas été présenté avant l'expiration d'un  
délai de 16 mois à compter de la date de  
priorité en vertu de la règle 17.1 du  
PCT ?

Non

Existe-t-il des dispositions particulières  
relatives au dépôt de micro-organismes ?

Oui (voir annexe L)

**C** **Offices récepteurs** **C**

**IL** **OFFICE DES BREVETS, DES DESSINS ET** **IL**

**MODÈLES ET DES MARQUES (ISRAËL)**

Office récepteur compétent pour les nationaux et les résidents de :	Israël
Langue dans laquelle la demande internationale peut être déposée :	Anglais
Nombre d'exemplaires requis par l'office récepteur :	3
Administration compétente chargée de la recherche internationale :	Office des brevets et des marques des Etats-Unis ou Office européen des brevets
Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :	Office des brevets et des marques des Etats-Unis ou, pour les demandes internationales pour lesquelles l'Office européen des brevets a effectué la recherche internationale, Office européen des brevets
Taxes payables à l'office récepteur :	Monnaie : Nouveau shekel israélien (ILS) et dollar des Etats-Unis (USD)
Taxe de transmission :	ILS 350
Taxe de base :	USD 677
Supplément par feuille à compter de la 31e :	USD 13
Taxe de désignation :	USD 164
Taxe de recherche :	Voir annexe D (Office des brevets et des marques des Etats-Unis ou Office européen des brevets)
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	ILS 30 plus ILS 2 par page
L'office récepteur exige-t-il un mandataire ?	Non
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Tout membre de l'Israel Bar Association ou tout conseil en brevets agréé autorisé à exercer en Israël

**SECTION IV****NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL**

---

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****États-Unis d'Amérique**

Un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollars des États-Unis (USD)**, tel qu'il est précisé ci-dessous, a été établi en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'Office européen des brevets. Le nouveau montant est applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996.

Taxe de recherche (recherche internationale  
effectuée par l'Office européen des brevets) : USD 1.585

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe D(EP), page 239]



## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS

##### Islande

L'Office islandais des brevets a notifié une modification relative à la prise en considération d'une revendication de priorité si le document de priorité n'a pas été présenté avant l'expiration d'un délai de 16 mois à compter de la date de priorité, comme indiqué ci-dessous :

L'office ignore-t-il une revendication de priorité si le document de priorité n'a pas été présenté avant l'expiration d'un délai de 16 mois à compter de la date de priorité en vertu de la règle 17.1 du PCT ?            Oui

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(IS), page 65]

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Nouvelle-Zélande

Conformément à la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants exprimés en **dollars néo-zélandais (NZD)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous, ont été établis pour la taxe de base, le supplément par feuille à compter de la 31<sup>e</sup> et la taxe de désignation. Les nouveaux montants sont applicables à compter du 15 juillet 1996.

Taxe de base :	NZD 892
Supplément par feuille à compter de la 31 <sup>e</sup> :	NZD 18
Taxe de désignation :	NZD 216

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(NZ), page 218]

##### Ukraine

L'Office ukrainien des brevets a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **karbovanets (UAK)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous :

Taxe de transmission :	UAK 25.500.000
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	UAK 1.700.000 plus UAK 85.000 par feuille à compter de la 21 <sup>e</sup>

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(UA), page 232]

**INSTRUCTIONS ADMINISTRATIVES DU PCT  
MODIFICATION DE L'ANNEXE A – FORMULAIRES****Formulaire PCT/RO/101 (requête)**

Le formulaire de requête a été modifié pour tenir compte des faits suivants : i) l'entrée en vigueur du PCT pour **Israël** (à compter du 1<sup>er</sup> juin 1996); ii) le fait qu'un brevet européen peut être obtenu par la voie du PCT pour la **Finlande** (à compter du 1<sup>er</sup> mars 1996); iii) le fait qu'un brevet eurasiatique peut être obtenu par la voie du PCT pour l'**Arménie** (à compter du 27 février 1996), pour le **Kirghizistan** (à compter du 13 janvier 1996) et pour la **République de Moldova** (à compter du 16 février 1996); iv) le fait que des brevets d'addition peuvent être obtenus en **Turquie**; v) le fait que des brevets provisoires peuvent être obtenus en **Arménie**; et vi) le fait que des modèles d'utilité peuvent être obtenus en **Albanie**.

Les modifications mentionnées ci-dessus concernent le cadre n° V et les notes relatives au cadre n° V. Toutes les feuilles du formulaire de requête, y compris les notes y relatives, la feuille de calcul des taxes et les notes y relatives ont été datées de juillet 1996 (date d'émission ou de réimpression de la feuille). Toute ces feuilles sont reproduites sur les pages suivantes (sans pagination pour qu'il soit possible de les reproduire aisément).

Seule la version mise à jour du formulaire de requête devrait être utilisée pour les demandes internationales déposées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1996. Des exemplaires peuvent être obtenus gratuitement auprès des offices récepteurs et du Bureau international.

**Formulaire PCT/IPEA/401 (demande d'examen préliminaire international)**

Le formulaire de demande d'examen préliminaire international n'a pas été modifié (si ce n'est que la date de réimpression (juillet 1996) a été ajoutée). Toutes les feuilles sont reproduites sur les pages suivantes (sans pagination pour qu'il soit possible de les reproduire aisément). Des exemplaires peuvent être obtenus gratuitement auprès des administrations chargées de l'examen préliminaire international, des offices récepteurs et du Bureau international.

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### ÉTATS CONTRACTANTS

##### États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

##### **Sainte-Lucie**

Le 30 mai 1996, **Sainte-Lucie** a déposé son instrument d'adhésion au PCT. Sainte-Lucie deviendra le 86<sup>e</sup> État contractant du PCT le 30 août 1996.

En conséquence, Sainte-Lucie pourra être désignée (code pour le pays : LC) dans toute demande internationale déposée le 30 août 1996 ou ultérieurement et, étant liée par le chapitre II du PCT, pourra aussi être élue. En outre, à partir du 30 août 1996, les nationaux de Sainte-Lucie et les personnes qui y sont domiciliées pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe A, page 5]

##### **Bosnie-Herzégovine**

Le 7 juin 1996, la **Bosnie-Herzégovine** a déposée son instrument d'adhésion au PCT. La Bosnie-Herzégovine deviendra le 87<sup>e</sup> État contractant du PCT le 7 septembre 1996.

En conséquence, la Bosnie-Herzégovine pourra être désignée (code pour le pays : BA) dans toute demande internationale déposée le 7 septembre 1996 ou ultérieurement et, étant liée par le chapitre II du PCT, pourra aussi être élue. En outre, à partir du 7 septembre 1996, les nationaux de la Bosnie-Herzégovine et les personnes qui y sont domiciliées pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe A, page 5]

#### INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS

##### **Arménie**

L'**Office arménien des brevets** a notifié des changements dans ses numéros de téléphone, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (374-2) 52 06 73, 56 14 04

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(AM), page 8]

**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS (suite)****Grèce**

Le 7 juin 1996, la **Grèce** a notifié, en vertu de l'article 64.6b) du PCT, le retrait de sa déclaration émise selon l'article 64.1a) du PCT aux termes de laquelle elle n'était pas liée par les dispositions du chapitre II du PCT. La Grèce deviendra ainsi liée par le chapitre II du PCT le 7 septembre 1996.

Le retrait de ladite déclaration a pour effet qu'à dater du 7 septembre 1996 :

a) les nationaux de la Grèce et les personnes qui y sont domiciliées pourront présenter des demandes d'examen préliminaire international relatives aux demandes internationales déposées par eux;

b) la Grèce pourra être élue dans une demande d'examen préliminaire international, ou faire l'objet d'une déclaration d'élection ultérieure, présentées pour toute demande internationale dans laquelle la Grèce est un État désigné;

c) les alinéas a) et b) s'appliquent indépendamment du fait que la demande internationale aura été déposée avant le 7 septembre 1996, à cette date ou ultérieurement.

**Monaco**

La **Direction du commerce, de l'industrie et de la propriété industrielle de Monaco** a notifié des changements dans ses numéros de téléphone et de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (377) 93 15 80 00, 93 15 88 67  
Télécopieur : (377) 92 05 75 20

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(MC), page 94]

**Slovaquie**

L'**Office de la propriété industrielle de la Slovaquie** a notifié un changement concernant son siège et son adresse postale, ainsi que des changements dans ses numéros de téléphone et de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Siège et adresse postale : švermova 43, 97401 Banská Bystrica, Slovaquie

Téléphone : (42-88) 73 25 30  
Télécopieur : (42-88) 73 25 66

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(SK), page 133]

**Turkménistan**

L'**Office turkmène des brevets** a notifié un changement concernant son siège, ainsi que des changements dans ses numéros de téléphone et de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Siège : 13, Aitakova Street, Ashgabat, Turkménistan

Téléphone : (73632) 41 58 73  
Télécopieur : (73632) 41 58 72

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B1(TM), page 141]

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****Australie**

Conformément aux règles 15.2.d) et 57.2.e) du PCT, de nouveaux montants exprimés en **dollars australiens (AUD)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous, ont été établis pour la taxe de base, le supplément par feuille à compter de la 31<sup>e</sup>, la taxe de désignation et la taxe de traitement. Les nouveaux montants sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996.

Taxe de base :	AUD	785
Supplément par feuille à compter de la 31 <sup>e</sup> :	AUD	15
Taxe de désignation :	AUD	191
Taxe de traitement :	AUD	240

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(AU), page 171 et annexe E(AU), page 248]

**Canada**

Un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollars canadiens (CAD)**, tel qu'il est précisé ci-dessous, a été établi en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'Office européen des brevets. Le nouveau montant est applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1996.

Taxe de recherche (recherche internationale effectuée par l'Office européen des brevets) :	CAD	2.150
--	-----	-------

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe D(EP), page 239]

**Italie**

Conformément aux règles 15.2.d) et 57.2.e) du PCT, de nouveaux montants exprimés en **lires italiennes (ITL)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous, ont été établis pour la taxe de base, le supplément par feuille à compter de la 31<sup>e</sup>, la taxe de désignation et la taxe de traitement. Les nouveaux montants sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1996.

Taxe de base :	ITL	953.000
Supplément par feuille à compter de la 31 <sup>e</sup> :	ITL	19.000
Taxe de désignation :	ITL	232.000
Taxe de traitement :	ITL	295.000

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(IT), page 197 et annexe E(EP), page 250]

**Nouvelle-Zélande**

Un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollars néo-zélandais (NZD)**, tel qu'il est précisé ci-dessous, a été établi en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'Office européen des brevets. Le nouveau montant est applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1996.

Taxe de recherche (recherche internationale effectuée par l'Office européen des brevets) :	NZD	2.280
--	-----	-------

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe D(EP), page 239]

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT (suite)****Singapour**

Conformément à la règle 15.2.d) du PCT, de nouveaux montants exprimés en **dollars de Singapour (SGD)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous, ont été établis pour la taxe de base, le supplément par feuille à compter de la 31<sup>e</sup> et la taxe de désignation. Les nouveaux montants sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1996.

Taxe de base :	SGD	860
Supplément par feuille à compter de la 31 <sup>e</sup> :	SGD	17
Taxe de désignation :	SGD	208

Un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollars de Singapour (SGD)**, tel qu'il est précisé ci-dessous, a également été établi en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'Office européen des brevets. Le nouveau montant est applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1996.

Taxe de recherche (recherche internationale effectuée par l'Office européen des brevets) :	SGD	2.200
--	-----	-------

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe C(SG), page 225 et annexe D(EP), page 239]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Bureau international

De nouveaux montants exprimés en **francs suisses (CHF)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous, ont été établis pour les taxes payables au Bureau international dans certains cas particuliers :

Copie certifiée d'une demande internationale déposée auprès du Bureau international en tant qu'office récepteur (règle 20.9 du PCT) :	CHF	50
Publication anticipée à la demande du déposant, lorsque le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17.2)a) du PCT n'est pas encore disponible pour la publication avec la demande internationale (règle 48.4.a) du PCT) :	CHF	200
Publication d'une requête en rectification qui a été refusée (règle 91.1.f) du PCT) :	CHF	50
	plus CHF	12 pour chaque feuille à compter de la deuxième
Copie de l'exemplaire original d'une demande internationale, à la requête du déposant (règle 94.1 du PCT) :	CHF	35
– certifiée conforme à l'exemplaire original :	CHF	50
Copie certifiée d'une demande internationale publiée (brochure PCT) :	CHF	35
Copie d'un document de priorité (règle 17.2.c) ou 94.1 du PCT) :	CHF	35
– certifiée conforme au document de priorité :	CHF	50
Copie d'un document contenu dans le dossier (autre que l'exemplaire original, la demande publiée ou le document de priorité), à la requête du déposant (règle 94.1 du PCT) :	CHF	5 plus CHF 1 par page
– certifiée conforme au document demandé :	plus CHF	15
Transmission à un office désigné de la copie d'une demande internationale, à la requête du déposant (règle 31.1.b) du PCT) :	CHF	35
Supplément pour expédition par voie aérienne :	CHF	10
Supplément pour transmission par télécopieur, par page :	CHF	3

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, annexe B2(IB), page 164]

**OFFICES RÉCEPTEURS****Turquie**

L'**Institut turc des brevets** a adressé au Bureau international une notification l'informant de modifications en ce qui concerne la liste des administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international qu'il a spécifiées pour les demandes internationales déposées auprès de lui en tant qu'office récepteur, comme indiqué ci-dessous :

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office australien des brevets (uniquement pour les demandes internationales déposées en anglais), Office autrichien des brevets, Office chinois des brevets (uniquement pour les demandes internationales déposées en anglais), Office russe des brevets ou Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office australien des brevets (uniquement pour les demandes internationales déposées en anglais), Office autrichien des brevets, Office chinois des brevets (uniquement pour les demandes internationales déposées en anglais), Office russe des brevets ou pour les demandes internationales pour lesquelles l'Office européen des brevets a établi le rapport de recherche internationale, Office européen des brevets

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 14/1996, page 5955]



## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Ex-République yougoslave de Macédoine

L'**Office pour la protection de la propriété industrielle de l'ex-République yougoslave de Macédoine** a notifié un nouveau montant de taxe exprimé en **denar (MKD)**, tel que précisé ci-dessous :

Taxe nationale :

Taxe de dépôt : MKD 800

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 01/1996, résumé (MK), page 328]

#### INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS

##### OFFICES RECEPTEURS

##### OFFICES DESIGNES (OU ELUS)

##### Cuba, Israël

Des informations de caractère général concernant **Cuba** en tant qu'Etat contractant et des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Office cubain des brevets** en tant qu'office récepteur, office désigné (ou élu) ainsi que des renseignements se rapportant aux exigences de l'**Office des brevets, des dessins et modèles et des marques d'Israël** en tant qu'office désigné (ou élu) sont reproduites à l'annexe BI(CU), à l'annexe C(CU), dans le résumé (CU) et dans le résumé (IL) dans le numéro spécial de la Gazette du PCT No 32/1996 publié à la même date que le présent numéro.

**SECTION IV****NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL**

---

**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS****Israël**

L'**Office des brevets, des dessins et modèles et des marques d'Israël** a notifié des changements concernant son siège et son adresse postale, comme indiqué ci-dessous :

Siège : Lev Hagiva Building, Beit Hadebus Street 11, Givat Shaul, Jerusalem 95483, Israël  
Adresse postale : P.O. Box 34255, 91341 Jerusalem, Israël

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe B1(IL), page 12914]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTERE GENERAL

---

#### ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

#### Accord entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle<sup>1</sup>

##### Modification de l'annexe C

L'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) a adressé au Bureau international, en vertu des dispositions de l'article 11.3)ii) de l'accord, une notification l'informant de modifications apportées à l'annexe C de l'accord. Les nouveaux montants des taxes sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1996. L'annexe C modifiée a la teneur suivante :

##### “ANNEXE C

#### TAXES ET DROITS POUR LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET POUR L'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

##### Partie I: Tableau des taxes et des droits

Type de taxe ou de droit	Montant exprimé en dollars des Etats-Unis
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	
i) lorsqu'aucune demande nationale correspondante, accompagnée d'une taxe de dépôt de base, n'a été déposée aux Etats-Unis .....	680
ii) lorsqu'une demande nationale correspondante, accompagnée d'une taxe de dépôt de base, a été déposée aux Etats-Unis .....	440
Taxe de recherche additionnelle (règle 40.2.a)), par invention supplémentaire .....	200
Etablissement d'un rapport de recherche de type international sur une demande nationale aux Etats-Unis .....	[pas de changement]
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	
i) lorsqu'une taxe de recherche internationale a été payée pour la demande internationale au profit de l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis en tant qu'administration chargée de la recherche internationale .....	480
ii) lorsque l'administration chargée de la recherche internationale pour la demande internationale était une administration autre que l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis .....	730

---

<sup>1</sup> Publié dans la Gazette du PCT N° 44/1995, page 16683, et N° 16/1996, page 6635.

<b>Type de taxe ou de droit (suite)</b>	<b>Montant exprimé en dollars des Etats-Unis</b>
Taxe d'examen préliminaire additionnelle (règle 68.3.a))	
i) lorsqu'une taxe de recherche additionnelle a été payée pour la demande internationale à l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis en tant qu'administration chargée de la recherche internationale, par invention supplémentaire .....	[pas de changement]
ii) lorsque l'administration chargée de la recherche internationale pour la demande internationale était une administration autre que l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis, par invention supplémentaire .....	260
Taxe pour la délivrance de copies (règle 94.1)	
i) brevet des Etats-Unis, par copie .....	[pas de changement]
ii) document autre qu'un brevet des Etats-Unis, par copie .....	[pas de changement]

**Partie II:** [Pas de changement]"

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT**

**États-Unis d'Amérique, Bureau international**

L'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) a notifié de nouveaux montants de taxes exprimés en **dollars des États-Unis (USD)**, et, pour la taxe de recherche pour une recherche internationale effectuée par l'USPTO, des montants correspondants en **francs suisses (CHF)** ont été établis conformément à la règle 16.1.d) du PCT. Les nouveaux montants, tels qu'ils sont précisés ci-dessous, sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1996.

Taxe de transmission :	USD 230	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	USD 15	
Taxe de recherche :		
– lorsqu'aucune demande nationale correspondante, accompagnée d'une taxe nationale de base, n'a été déposée aux Etats-Unis :	USD 680	CHF 800
– lorsqu'une demande nationale correspondante, accompagnée d'une taxe nationale de base, a été déposée aux Etats-Unis :	USD 440	CHF 518
Taxe de recherche additionnelle :	USD 200	
Taxe d'examen préliminaire :		
– lorsqu'une taxe de recherche internationale a été payée pour la demande internationale au profit de l'USPTO en tant qu'administration chargée de la recherche internationale :	USD 480	
– lorsque l'administration chargée de la recherche internationale pour la demande internationale était une administration autre que l'USPTO :	USD 730	

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT (suite)**

Taxe d'examen préliminaire additionnelle :

- lorsqu'une taxe de recherche additionnelle a été payée pour la demande internationale à l'USPTO en tant qu'administration chargée de la recherche internationale : [pas de changement]
- lorsque l'administration chargée de la recherche internationale pour la demande internationale était une administration autre que l'USPTO : USD 260

Taxe pour les copies : [pas de changement]

Taxe nationale de base (les montants indiqués entre parenthèses s'appliquent dans le cas d'un dépôt effectué par une "petite entité") :

- lorsqu'une taxe d'examen préliminaire international a été payée pour la demande internationale à l'USPTO : USD 700 (350)
- lorsqu'aucune taxe d'examen préliminaire international n'a été payée à l'USPTO, mais une taxe de recherche internationale a été payée pour une recherche internationale effectuée par l'USPTO : USD 770 (385)
- lorsqu'aucune taxe d'examen préliminaire international n'a été payée à l'USPTO, et aucun rapport de recherche internationale n'a été établi par l'USPTO : USD 1.040 (520)
- lorsqu'un rapport de recherche a été établi pour la demande internationale par l'Office européen des brevets ou l'Office japonais des brevets : USD 910 (455)
- lorsque le rapport d'examen préliminaire international établi par l'USPTO mentionne qu'il a été satisfait aux critères de nouveauté, d'activité inventive (non-évidence) et d'application industrielle, tels que définis à l'article 33.1) à 4) du PCT, à l'égard de toutes les revendications figurant dans la demande lors de l'ouverture de la phase nationale : USD 96 (48)

Taxe additionnelle pour chaque revendication indépendante à compter de la 4<sup>e</sup> : USD 80 (40)

Taxe additionnelle pour chaque revendication, indépendante ou non, à compter de la 21<sup>e</sup> : [pas de changement]

De plus, si la demande contient une ou plusieurs revendications à dépendances multiples, par demande : USD 260 (130)

Surtaxe pour le dépôt du serment ou de la déclaration après l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT : [pas de changement]

Taxe de traitement pour le dépôt d'une traduction anglaise après l'expiration du délai applicable en vertu de l'article 22 ou 39.1) du PCT : [pas de changement]

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe C(US), page 13089, annexe D(US), page 13102, annexe E(US), page 13111, et résumé (US), page 13219]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

#### Accord entre l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle<sup>1</sup>

##### Modification de l'annexe A

L'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO) a adressé au Bureau international, en vertu des dispositions de l'article 11.3)i) de l'accord, une notification l'informant de modifications apportées à l'annexe A de l'accord conformément auxquelles il agira en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'Office néo-zélandais des brevets. L'annexe A modifiée est applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1996 et a la teneur suivante :

##### “ANNEXE A

##### ÉTATS ET LANGUES

- 1) Conformément à l'article 3.1) de l'accord, l'Administration
  - i) agit pour les États suivants :  
États-Unis d'Amérique, Brésil, Barbade, Trinité-et-Tobago, Mexique, Israël, Nouvelle-Zélande
  - ii) précise les langues suivantes :  
anglais.
- 2) Conformément à l'article 3.2) de l'accord, l'Administration
  - i) agit pour les États suivants :  
États-Unis d'Amérique et,  
lorsque l'Administration a établi le rapport de recherche internationale, Brésil, Barbade, Trinité-et-Tobago, Mexique, Israël, Nouvelle-Zélande
  - ii) précise les langues suivantes :  
anglais.”

---

1 Publié dans la Gazette du PCT N° 44/1995, page 16683, N° 16/1996, page 6635, et N° 39/1996, page 16317.

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****Grèce**

Un montant équivalent de la taxe de traitement, exprimé en **drachmes grecques (GRD)**, a été établi en vertu de la règle 57.2.c) du PCT, comme indiqué ci-dessous. Ce montant est applicable à compter du 7 septembre 1996.

Taxe de traitement : GRD 48.000

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe E(EP), page 13106]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### OFFICES RÉCEPTEURS

##### Nouvelle-Zélande

L'Office néo-zélandais des brevets a adressé au Bureau international une notification l'informant de modifications en ce qui concerne la liste des administrations compétentes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international qu'il a spécifiées pour les demandes internationales déposées auprès de lui en tant qu'office récepteur, comme indiqué ci-dessous :

Administration compétente chargée de la recherche internationale :

Office australien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis ou Office européen des brevets

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international :

Office australien des brevets, Office des brevets et des marques des États-Unis ou Office européen des brevets pour les demandes internationales pour lesquelles l'Office européen des brevets a établi le rapport de recherche internationale

[Ces informations modifient la Gazette du PCT No 32/1996, annexe C(NZ), page 13074]

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Nouvelle-Zélande

Conformément à la règle 16.1.b) du PCT, un montant équivalent de la taxe de recherche exprimé en **dollars néo-zélandais (NZD)**, pour une recherche internationale effectuée par l'Office des brevets et des marques des États-Unis, a été établi, tel qu'il est précisé ci-dessous :

Taxe de recherche (recherche internationale effectuée par l'Office des brevets et des marques des États-Unis) :

NZD 980 (634)

Le montant entre parenthèses est applicable lorsqu'une demande nationale antérieure correspondante a été déposée aux États-Unis et une taxe nationale de dépôt payée

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe D(US), page 13102]



## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

##### Finlande

L'**Office national des brevets et de l'enregistrement de la Finlande** a informé le Bureau international qu'à partir du 12 octobre 1996 tous les indicatifs téléphoniques en Finlande allaient changer. Les numéros de téléphone et de télécopieur de l'office seront les suivants :

Téléphone : (358-9) 69 39 500  
Télécopieur : (358-9) 693 95 328

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe B1(FI), page 12898]

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Arménie

L'**Office arménien des brevets** a établi un montant, exprimé en **drams arméniens (AMD)**, pour la taxe de transmission payable à l'office en tant qu'office récepteur, tel qu'il est précisé ci-dessous :

Taxe de transmission : AMD 32.000

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe C(AM), page 13020]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS

##### Roumanie

L'**Office d'État pour les inventions et les marques de la Roumanie** a adressé au Bureau international une notification l'informant d'une modification en ce qui concerne les types de protection disponibles en Roumanie, comme indiqué ci-dessous :

Types de protection disponibles :	Nationale :	brevets
	Européenne :	brevets européens aux effets étendus*

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe B1(RO), page 12973]

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Portugal

L'**Institut national de la propriété industrielle du Portugal** a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **escudos portugais (PTE)**, tels qu'ils sont précisés ci-dessous :

Taxe de transmission :	PTE	3.600
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	PTE	5.350
Taxe nationale :		
Pour un brevet ou un modèle d'utilité :		
Taxe de dépôt :	PTE	7.200
Taxe d'examen :	PTE	15.500
Taxe pour la présentation de chaque demande ou document :	PTE	750

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe C(PT), page 13076, et le résumé (PT), page 13200]

---

\* Disponible pour les demandes internationales déposées à compter du 15 octobre 1996.

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT (suite)****Organisation européenne des brevets**

L'**Office européen des brevets (OEB)** a informé le Bureau international que, suite à une décision du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets datée du 14 juin 1996, la réduction de 75% de la taxe de recherche internationale et de la taxe d'examen préliminaire international perçues par l'OEB s'applique, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1996, aux ressortissants d'États dont le revenu national par habitant est inférieur à 3.000 dollars des États-Unis. Cette décision remplace la décision dudit Conseil datée du 9 décembre 1983 en vertu de laquelle la réduction de taxes s'appliquait aux ressortissants de "pays en développement".

La décision du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets du 15 décembre 1994 relative au même type de réduction en faveur des ressortissants de "pays en transition" ("États en voie de réforme") s'applique encore pour une période de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995.

Il convient de noter que la réduction de taxes n'est accordée que **sur requête du déposant**; la requête en réduction des taxes est à présenter au moyen d'un formulaire spécial (OEB Form 1223/A 06.96 ou EPO Form 1223/B 01.96, respectivement (le second formulaire n'existant qu'en anglais).

Ces deux formulaires ainsi que les notes y afférentes contenant le texte des décisions applicables du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets sont reproduits sur les pages ci-après (sans pagination pour qu'il soit possible de les reproduire aisément); ils peuvent également être obtenus gratuitement auprès de l'office national de la propriété industrielle de l'État concerné ou de l'organisation régionale compétente, auprès du Bureau international et auprès de l'OEB.

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 27/1995, Section IV, pages 10754 et 10756 à 10763]

**SECTION IV****NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL**

---

**OFFICES RECEPTEURS****Grèce**

L'**Organisation de la propriété industrielle de la Grèce** a adressé au Bureau international une notification l'informant qu'elle a spécifié, à compter du 7 septembre 1996, l'Office européen des brevets en tant qu'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international pour les demandes internationales déposées auprès de l'Organisation de la propriété industrielle de la Grèce en tant qu'office récepteur.

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe C(GR), page 13045]

**SECTION IV****NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL**

---

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****Suède**

L'**Office suédois des brevets** a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **couroannes suédoises (SEK)**, payables à l'office en tant qu'office désigné (ou élu), tels qu'ils sont précisés ci-dessous :

Taxe nationale :

Taxe de recherche : SEK 3.000

Taxe annuelle pour les trois premières années : SEK 800

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 32/1996, résumé (SE), page 13206]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Bureau international

Le Bureau international a modifié l'information publiée dans la note de bas de page 5 de l'annexe C(IB) relative au paiement des taxes par virement bancaire au Bureau international en sa qualité d'office récepteur. La note de bas de page 5, telle que modifiée, a la teneur suivante :

- “<sup>5</sup> Les taxes peuvent être payées de la façon suivante :
- par débit d'un compte courant auprès de l'OMPI (francs suisses seulement);
  - par virement bancaire sur le compte bancaire de l'OMPI n° 0251-487080-81 (francs suisses) ou n° 0251-487080-82 (dollars des États-Unis), code SWIFT : CRESCHZZ12A auprès du Crédit Suisse, 1211 Genève 70, Suisse;
  - par virement sur le compte postal de l'OMPI n° 12-5000-8, Genève, Suisse (francs suisses seulement);
  - par chèque payable à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (francs suisses ou dollars des États-Unis);
  - en espèces (uniquement si le paiement est effectué en personne) (francs suisses seulement).”

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe C(IB), page 13048]

#### DÉPÔTS DE MICRO-ORGANISMES

##### Organisation européenne des brevets

L'**Office européen des brevets** a informé le Bureau international en vertu de la règle 13<sup>bis</sup>.7.a)i) que, lorsqu'une "matière biologique" (y compris un micro-organisme) a été déposée par une personne autre que le déposant de la demande, les informations suivantes, en plus de celles qui sont visées à la règle 13<sup>bis</sup>.3.a)i), ii) et iii), doivent être données dans la référence à ce type de dépôt qui figure dans une demande internationale dans laquelle un État qui est un État contractant de la Convention sur le brevet européen et du PCT, est désigné aux fins d'un brevet européen :

- le nom et l'adresse du déposant de la matière biologique et
- une déclaration selon laquelle ce dernier a autorisé le déposant de la demande à se référer dans cette demande à la matière biologique déposée et a consenti sans réserve et de manière irrévocable à mettre la matière déposée à la disposition du public, conformément à la règle 28 du règlement d'exécution de la Convention sur le brevet européen (règle 28(1)d) CBE).

Cette information peut être communiquée dans un délai de 16 mois à compter de la date de dépôt de la demande internationale (ce délai est réputé observé si l'information est communiquée avant l'achèvement de la préparation technique en vue de la publication internationale) ou, lorsque le déposant demande la publication anticipée en vertu de l'article 21.2)b) du PCT, jusqu'à la date de présentation de cette demande.

[Ces informations modifient la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe L, page 13126]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS

##### Hongrie

L'**Office hongrois des brevets** a notifié un changement dans son numéro de téléphone, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (36-1) 312 44 00

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe B1(HU), page 12911]

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Japon

Un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **dollars des États-Unis (USD)**, a été établi en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'Office japonais des brevets. Le nouveau montant, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, est le suivant :

Taxe de recherche (recherche internationale effectuée par l'Office japonais des brevets) : USD 690

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe D(JP), page 13098]

##### Fédération de Russie

Un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **francs suisses (CHF)**, a été établi en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'Office russe des brevets. Le nouveau montant, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, est le suivant :

Taxe de recherche (recherche internationale effectuée par l'Office russe des brevets) : CHF 247

[Cette information modifie la Gazette du PCT N° 32/1996, annexe D(RU), page 13099]

## SECTION IV

## NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

## TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

## Arménie

L'Office arménien des brevets a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **drams arméniens (AMD)** et en **dollars des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur et en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants sont les suivants :

Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	AMD 10.000
Taxe nationale :	
Pour un brevet :	
Taxe de dépôt :	USD 40
Taxe de revendication pour chaque revendication à compter de la 2 <sup>e</sup> :	USD 10
Taxe de revendication de priorité, par priorité :	USD 20
Taxes annuelles pour la 2 <sup>e</sup> et la 3 <sup>e</sup> année, par année :	USD 40
Pour un modèle d'utilité :	
Taxe de dépôt :	USD 40
Taxes annuelles pour la 2 <sup>e</sup> et la 3 <sup>e</sup> année, par année :	USD 40

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(AM), page 13020, et le résumé (AM), page 13132]

## Bulgarie

L'Office bulgare des brevets a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **leva bulgares (BGL)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur et en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants sont les suivants :

Taxe de transmission :	BGL 3.000	
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	BGL 800	
Taxe nationale :	<i>Brevet</i>	<i>Modèle d'utilité</i>
Taxe de dépôt :	BGL 2.000	BGL 2.000
Taxe de publication :		
– pour un abrégé :	BGL 1.500	BGL 1.500
– pour chaque dessin :	BGL 600	BGL 600
Taxe d'examen :		
– lorsqu'aucune recherche additionnelle ne doit être effectuée :	BGL 7.500	BGL 3.000
– lorsqu'une recherche additionnelle doit être effectuée :	BGL 8.000	BGL 4.000
Taxe de revendication, pour chaque revendication :	BGL 800	BGL 400
Taxe de revendication de priorité, par priorité :	BGL 1.000	BGL 1.000

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(BG), page 13026, et le résumé (BG), page 13139]



**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT (suite)****Irlande**

Conformément aux règles 15.2.d) et 57.2.e) du PCT, de nouveaux montants exprimés en **livres irlandaises (IEP)**, ont été établis pour la taxe de base, le supplément par feuille à compter de la 31<sup>e</sup>, la taxe de désignation et la taxe de traitement. Les nouveaux montants, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, sont les suivants :

Taxe de base :	IEP	378
Supplément par feuille à compter de la 31 <sup>e</sup> :	IEP	7
Taxe de désignation :	IEP	92
Taxe de traitement :	IEP	115

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(IE), page 13049, et l'annexe E(EP), page 13106]

**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS****Chine**

L'**Office chinois des brevets** a notifié des changements concernant ses numéros de téléphone et de télécopieur, ainsi que des modifications de ses exigences relatives au délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Chine est désignée (ou élue), comme indiqué ci-dessous :

Téléphone :	(86-10) 62 01 32 76 (général) (86-10) 62 09 36 77 (questions PCT)
Télécopieur :	(86-10) 62 01 96 15 (général) (86-10) 62 01 94 51 (questions PCT)

Délai dans lequel le nom et l'adresse de l'inventeur doivent être communiqués si la Chine est désignée (ou élue) :

L'indication de l'adresse de l'inventeur n'est pas exigée par l'office. Le nom peut figurer dans la requête ou être communiqué ultérieurement. S'il n'a pas été communiqué dans le délai applicable selon l'article 22 ou 39.1a) du PCT, l'office invitera le déposant à faire le nécessaire dans un délai fixé dans l'invitation.

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(CN), pages 12884 et 12885]

**Cuba**

L'**Office cubain des brevets** a notifié des changements concernant ses numéros de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Télécopieur :	(537) 33 56 10, 33 82 37
---------------	--------------------------

[Cette information modifie la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(CU), page 12886]

**Israël**

L'**Office des brevets, des dessins et modèles et des marques d'Israël** a notifié des changements concernant ses numéros de téléphone et de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone :	(972-2) 531 67 83
Télécopieur :	(972-2) 531 85 90

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(IL), page 12914]

**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS (suite)****Slovénie**

L'**Office slovène de la propriété intellectuelle** a notifié des changements concernant ses numéros de téléphone et de télécopieur, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone : (386-61) 178 30 00  
Télécopieur : (386-61) 178 31 11

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(SI), page 12983]

**OFFICES RECEPTEURS  
OFFICES DESIGNES (OU ELUS)****Hongrie**

L'**Office hongrois des brevets** a notifié un changement en ce qui concerne ses exigences, en tant qu'office récepteur et en tant qu'office désigné (ou élu), relatives aux personnes qui peuvent agir en qualité de mandataire. Ces exigences sont les suivantes :

Qui peut agir en qualité de mandataire ?                      Tout conseil en brevets ou avocat hongrois

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(HU), page 13046, et le résumé (HU), page 13167]

**OFFICES DESIGNES (OU ELUS)****Chine**

L'**Office chinois des brevets** a notifié un changement concernant les exigences particulières de l'office en vertu de la règle 51<sup>bis</sup> du PCT, comme indiqué ci-dessous :

Exigences particulières de l'office (règle 51 <sup>bis</sup> du PCT) :	Nom de l'inventeur s'il n'a pas été indiqué dans la partie "requête" de la demande internationale
	Acte de cession du droit de priorité lorsqu'il n'y a pas identité entre les déposants
	Acte de cession de la demande internationale si le déposant a changé après la date de dépôt international
	Nomination d'un mandataire
	La traduction doit être remise en deux exemplaires
	Preuve concernant les exceptions au défaut de nouveauté si une requête à cet effet est soumise en ce qui concerne la demande internationale

[Cette information modifie la Gazette du PCT n° 32/1996, résumé (CN), page 13149]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### ÉTATS CONTRACTANTS

##### États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

##### Yougoslavie

Le 1<sup>er</sup> novembre 1996, la **Yougoslavie** a déposé son instrument de ratification du PCT. La Yougoslavie deviendra le 88<sup>e</sup> État contractant du PCT le 1<sup>er</sup> février 1997.

En conséquence, la Yougoslavie pourra être désignée (code pour le pays : YU) dans toute demande internationale déposée le 1<sup>er</sup> février 1997 ou ultérieurement et, étant liée par le chapitre II du PCT, pourra aussi être élue. En outre, à partir du 1<sup>er</sup> février 1997, les nationaux de la Yougoslavie et les personnes qui y sont domiciliées pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe A, page 12853]

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Tadjikistan

L'**Office tadjik des brevets** a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **dollars des États-Unis (USD)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Ces montants sont les suivants :

Taxe nationale :

Pour un brevet :

Taxe de dépôt : USD 50

Taxes annuelles pour les trois premières années, par année : USD 50

Pour un modèle d'utilité :

Taxe de dépôt : USD 30

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, résumé (TJ), page 13211]

##### Ukraine

L'**Office ukrainien des brevets** a notifié l'introduction d'une nouvelle monnaie nationale, le **hryvnia (UAH)**, ainsi que de nouveaux montants de taxes, exprimés dans cette monnaie, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur. Ces montants sont les suivants :

Taxe de transmission : UAH 255

Taxe pour le document de priorité

(règle 17.1.b) du PCT) : UAH 17 plus UAH 0,85 pour chaque page à compter de la 21<sup>e</sup>

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(UA), page 13088]

**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS****France**

L'**Institut national de la propriété industrielle de la France** a notifié des changements dans ses numéros de téléphone, de télécopieur et de tél'imprimeur ainsi qu'une modification dans ses exigences relatives au dépôt de documents par des moyens de télécommunication, comme indiqué ci-dessous :

Téléphone :	(33) 1 53 04 53 04
Télécopieur :	(33) 1 42 93 59 30
Tél'imprimeur :	—

L'office accepte-t-il le dépôt de documents par des moyens de télécommunication (règle 92.4 du PCT) ?	Oui, par télécopieur
---	----------------------

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(FR), page 12900]

**Tadjikistan**

L'**Office tadjik des brevets** a notifié des changements dans ses numéros de téléphone et de télécopieur ainsi que dans ses exigences relatives à l'acceptation par l'office, en cas de perte ou de retards du courrier, de la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale. Ces changements sont les suivants :

Téléphone :	(3772) 27 59 87
Télécopieur :	(3772) 21 71 54, 21 04 04

L'office accepte-t-il que soit produite, en cas de perte ou de retards du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?	Oui, à condition que l'entreprise d'acheminement soit DHL, UPS ou Federal Express
--	---

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(TJ), page 12991]

**OFFICES DESIGNES (OU ELUS)****Tadjikistan**

L'**Office tadjik des brevets** a notifié un changement relatif aux exigences particulières de l'office en vertu de la règle 51<sup>bis</sup> du PCT, comme indiqué ci-dessous :

Exigences particulières de l'office pas (règle 51 <sup>bis</sup> du PCT) :	Acte de cession du droit de priorité lorsqu'il n'y a identité entre les déposants Nomination d'un mandataire si le déposant n'est pas domicilié au Tadjikistan
--	---

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, résumé (TJ), page 13211]

**SECTION IV****NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL**

---

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****Royaume-Uni**

Conformément aux règles 15.2.d) et 57.2.e) du PCT, de nouveaux montants, exprimés en **livres sterling (GBP)**, ont été établis pour la taxe de base, le supplément par feuille à compter de la 31<sup>e</sup>, la taxe de désignation et la taxe de traitement. Les nouveaux montants, applicables à compter du 15 janvier 1997, sont les suivants :

Taxe de base :	GBP 372
Supplément par feuille à compter de la 31 <sup>e</sup> :	GBP 7
Taxe de désignation :	GBP 90
Taxe de traitement :	GBP 114

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(GB), page 13043, et annexe E(EP), page 13068]

**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS****Monaco**

La **Direction du commerce, de l'industrie et de la propriété industrielle de Monaco** a notifié un changement dans le nom de l'office, comme indiqué ci-dessous :

Nom de l'office :	Direction de l'expansion économique, Division de la propriété intellectuelle
-------------------	---

[Cette information modifie la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(MC), page 12946]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### ETATS CONTRACTANTS

##### États parties au Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

##### Ghana

Le 26 novembre 1996, le **Ghana** a déposé son instrument d'adhésion au PCT. Le Ghana deviendra le 89<sup>e</sup> État contractant du PCT le 26 février 1997.

En conséquence, le Ghana pourra être désigné (code pour le pays GH) dans toute demande internationale déposée le 26 février 1997 ou ultérieurement et, étant lié par le chapitre II du PCT, pourra aussi être élu. En outre, à partir du 26 février 1997, les nationaux du Ghana et les personnes qui y sont domiciliées pourront déposer des demandes internationales au titre du PCT.

Le Ghana étant un État contractant du Protocole de Harare dans le cadre de l'Organisation régionale africaine de la propriété industrielle (ARIPO), il sera possible de désigner le Ghana en vue de l'obtention d'un brevet de l'ARIPO. Toute désignation faite dans une demande internationale en vue de l'obtention d'un brevet de l'ARIPO emportera automatiquement, dès le 26 février 1997, la désignation du Ghana à cet effet.

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe A, page 12853]

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Brésil

L'**Institut national de la propriété industrielle du Brésil** a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **reals brésiliens (BRR)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur et d'office désigné (ou élu). Ces montants sont les suivants :

Taxe de transmission :	BRR 236
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	BRR 75
Taxe nationale :	
Pour un brevet :	
Taxe de dépôt :	BRR 109
Première taxe annuelle :	BRR 390 (si un brevet a déjà été délivré) ou BRR 150 (si un brevet n'a pas encore été délivré)
Pour un modèle d'utilité :	
Taxe de dépôt :	BRR 109
Première taxe annuelle :	BRR 200 (si un modèle d'utilité a déjà été délivré) ou BRR 100 (si un modèle d'utilité n'a pas encore été délivré)

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(BR), page 13027, et résumé (BR), page 13141]

## TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT (Suite)

### Hongrie

L'Office hongrois des brevets a notifié une nouvelle taxe en forints hongrois (HUF), comme indiqué ci-dessous :

Taxe pour le document de priorité  
(règle 17.1.b) du PCT) : HUF 200 par page

[Cette information modifie la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(HU), page 13046]

### Organisation européenne des brevets

L'Office européen des brevets a établi de nouveaux montants équivalents en livres sterling (GBP), francs français (FRF), francs suisses (CHF), couronnes suédoises (SEK), liras italiennes (ITL), drachmes grecques (GRD), couronnes danoises (DKK), escudos portugais (PTE) et livres irlandaises (IEP) de taxes qui doivent lui être payées. Ces nouveaux montants équivalents, indiqués dans le tableau révisé figurant ci-dessous, sont applicables à compter du 3 janvier 1997.

	DEM	GBP	FRF	CHF	NLG	SEK	BEF LUF	ITL	ATS	ESP	GRD	DKK	PTE	IEP	FIM
Taxe de transmission:	200	84	690	170	230	900	4 200	208 000	1 430	17 200	32 600	790	20 700	82	630
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT):	60	25	210	50	70	270	1 300	62 000	430	5 200	9 800	240	6 200	25	190
Taxe de recherche (pour une recherche internationale):	2 400	1 003	8 280	2 080	2 740	10 840	50 300	2 497 000	17 140	206 900	390 900	9 430	248 500	988	7 500
Taxe d'examen préliminaire:	3 000	1 253	10 340	2 600	3 430	13 540	62 900	3 122 000	21 430	258 600	488 600	11 790	310 600	1 235	9 380
Taxe de réserve:	2 000	835	6 900	1 730	2 290	9 030	41 900	2 081 000	14 290	172 400	325 700	7 860	207 100	823	6 250
Taxe pour la délivrance de copies (par page A4):	1,30	0,50	4,50	1,10	1,50	5,90	25	1 400	9,30	110	210	5,10	135	0,50	4,10
Taxe nationale:	600	251	2 070	520	690	2 710	12 600	624 000	4 290	51 700	97 700	2 360	62 100	247	1 880
Taxe de recherche (pour un brevet européen):	1 900	794	6 550	1 650	2 170	8 580	39 800	1 977 000	13 570	163 800	309 400	7 470	196 700	782	5 940
Taxe de désignation européenne:	350	146	1 210	300	400	1 580	7 300	364 000	2 500	30 200	57 000	1 380	36 200	144	1 090
Taxe de revendication:	80	33	280	70	90	360	1 700	83 000	570	6 900	13 000	310	8 300	33	250
Taxe d'examen:	2 800	1 170	9 660	2 420	3 200	12 640	58 700	2 914 000	20 000	241 400	456 000	11 000	289 900	1 152	8 750
Taxe de renouvellement pour la 3 <sup>e</sup> année:	750	313	2 590	650	860	3 390	15 700	780 000	5 360	64 700	122 100	2 950	77 700	309	2 340

Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe D(EP), page 13095, et annexe E(EP), page 13106, ainsi que la Gazette du PCT n° 13/1996, le tableau publié à la page 5493]

**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS****États-Unis d'Amérique**

L'**Office des brevets et des marques des États-Unis** a notifié un changement dans son adresse sur le World Wide Web, comme indiqué ci-dessous :

World Wide Web : <http://www.uspto.gov/web/offices/pac/dapps/pct/>

[Cette information modifie la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(US), page 13003]



**SECTION IV****NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL**

---

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT****Canada**

De nouveaux montants, exprimés en **dollars canadiens (CAD)**, ont été établis en vertu de la règle 15.2.d) du PCT pour la taxe de base, le supplément par feuille à compter de la 31<sup>e</sup> et la taxe de désignation. Les nouveaux montants, applicables à compter du 1<sup>er</sup> février 1997, sont les suivants :

Taxe de base :	CAD 810
Supplément par feuille à compter de la 31 <sup>e</sup> :	CAD 16
Taxe de désignation :	CAD 195

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(CA), page 13029]

**Chine**

Un nouveau montant équivalent de la taxe de recherche, exprimé en **francs suisses (CHF)**, a été établi en vertu de la règle 16.1.d) du PCT pour une recherche internationale effectuée par l'Office chinois des brevets. Le nouveau montant, applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 1997, est le suivant :

Taxe de recherche (recherche internationale effectuée par l'Office chinois des brevets) :	CHF 125
---	---------

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe D(CN), page 13094]

**Israël**

L'**Office des brevets, des dessins et modèles et des marques d'Israël** a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **nouveaux shekels israéliens (ILS)**, payables à l'office en sa qualité d'office récepteur et en sa qualité d'office désigné (ou élu). Les nouveaux montants, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, sont les suivants :

Taxe de transmission :	ILS 365
Taxe pour le document de priorité (règle 17.1.b) du PCT) :	ILS 31 plus ILS 2 par page
Taxe nationale :	
Taxe de dépôt :	ILS 699

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(IL), page 13050, et résumé (IL), page 13168]

**TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT (Suite)****République de Corée**

L'**Office coréen de la propriété industrielle** a notifié de nouveaux montants de taxes, exprimés en **won coréens (KRW)**, payables à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Les nouveaux montants, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, sont les suivants :

Taxe nationale :	
Pour un brevet :	
Taxe de dépôt	KRW 22.000
Pour un modèle d'utilité :	
Taxe de dépôt :	KRW 15.500

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, résumé (KR), page 13177]

**Royaume-Uni**

L'**Office des brevets du Royaume-Uni** a notifié un nouveau montant de taxe, **exprimé en livres sterling (GBP)**, payable à l'office en sa qualité d'office désigné (ou élu). Le nouveau montant, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, est le suivant :

Taxe d'examen quant au fond :	GBP 70
-------------------------------	--------

[Cette information modifie la Gazette du PCT n° 32/1996, résumé (GB), page 13164]

**INFORMATIONS SUR LES ETATS CONTRACTANTS****Albanie**

L'**Office albanais des brevets** a notifié des changements concernant ses numéros de téléphone et de télécopieur, ainsi que dans ses exigences relatives à l'acceptation par l'office, en cas de perte ou de retards du courrier, de la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale. Ces changements sont les suivants :

Téléphone :	(355-42) 344 12
Télécopieur :	(355-42) 344 12

L'office accepte-t-il que soit produite, en cas de perte ou de retards du courrier, la preuve qu'un document a été expédié lorsque l'expédition a été faite par une entreprise d'acheminement autre que l'administration postale (règle 82.1 du PCT) ?

Oui, à condition que l'entreprise soit DHL ou TNT

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(AL), page 12854]

**OFFICE RECEPTEURS  
OFFICES DESIGNES (OU ELUS)****Suède**

L'**Office suédois des brevets** a notifié des changements en ce qui concerne ses exigences, en tant qu'office récepteur et en tant qu'office désigné (ou élu), relatives aux personnes qui peuvent agir en qualité de mandataire. Ces exigences sont les suivantes :

Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne physique ou morale si le déposant est domicilié en Suède
si	Toute personne physique ou morale domiciliée en Suède
	le déposant n'est pas domicilié dans ce pays

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(SE), page 13080, et résumé (SE), page 13207]

## SECTION IV

### NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

#### TAXES PAYABLES EN VERTU DU PCT

##### Canada

L'**Office canadien des brevets** a informé le Bureau international que la taxe de rétablissement et la taxe nationale pour la troisième année avaient été modifiées. Ces taxes sont désormais libellées comme suit :

Surtaxe pour ouverture tardive  
de la phase nationale : CAD 200

Taxe de maintien en vigueur à payer,  
pour chaque période d'un an, au  
moment de l'ouverture de la phase  
nationale, lorsque celle-ci est effectuée  
lors du 2<sup>e</sup> (ou éventuellement du 3<sup>e</sup>)  
anniversaire de la date du dépôt  
international, ou après cette date : CAD 100 (50)

Le montant indiqué entre parenthèses s'applique dans le cas d'un dépôt effectué par une "petite entité".

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, résumé (CA), page 13145]

##### États-Unis d'Amérique

Conformément aux règles 15.2.d) et 57.2.e) du PCT, de nouveaux montants équivalents, exprimés en **dollars des États-Unis (USD)**, ont été établis pour la taxe de base, le supplément par feuille à compter de la 31<sup>e</sup>, la taxe de désignation et la taxe de traitement. Les nouveaux montants, applicables à compter du 1<sup>er</sup> février 1997, sont les suivants :

Taxe de base :	USD 590
Supplément par feuille à compter de la 31 <sup>e</sup> :	USD 12
Taxe de désignation :	USD 143
Taxe de traitement :	USD 180

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(US), page 13089, et annexe E(US), page 13111]

#### INFORMATIONS SUR LES ÉTATS CONTRACTANTS

##### Mongolie

L'**Office mongol des brevets** a notifié un changement dans le nom de l'office, comme indiqué ci-dessous :

Nom de l'office : Office mongol de la propriété intellectuelle

[Cette information modifie la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(MN), page 12955]

**Turkménistan**

L'**Office turkmène des brevets** a notifié des changements dans son adresse postale et son numéro de téléphone, comme indiqué ci-dessous :

Adresse postale : 28 Post Office, 744028 Ashgabat  
Turkménistan

Téléphone : (73632) 41 58 78

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe B1(TM), page 12993]

**OFFICE RÉCEPTEURS  
OFFICES DÉSIGNÉS (OU ÉLUS)**

**Canada**

L'**Office canadien des brevets** a notifié des changements dans ses exigences en vertu de la règle 51<sup>bis</sup> du PCT ainsi que dans ses exigences, en tant qu'office récepteur et en tant qu'office désigné (ou élu), relatives aux personnes qui peuvent agir en qualité de mandataire. La liste récapitulative est la suivante :

Exigences particulières de l'office (règle 51 <sup>bis</sup> du PCT) :	<p>Une adresse de service si le déposant n'est pas domicilié ou n'a pas d'activité professionnelle au Canada</p> <p>Justification du droit de déposer lorsque le déposant n'est pas l'inventeur</p> <p>Justification du droit de déposer lorsque le déposant est différent du déposant indiqué à l'origine</p> <p>Désignation d'un mandataire si le déposant n'est pas l'inventeur</p> <p>Si le mandataire désigné n'est pas domicilié au Canada, désignation par ce dernier d'un mandataire domicilié au Canada en tant que mandataire associé</p> <p>Dépôt, le cas échéant, d'une copie d'un listage de séquences de nucléotides ou d'acides aminés sous forme déchiffrable par machine, comme prescrit</p>
Qui peut agir en qualité de mandataire ?	Toute personne ou firme habilitée à exercer auprès de l'office

[Ces informations modifient la Gazette du PCT n° 32/1996, annexe C(CA), page 13029, et résumé (CA), page 13145]